

129-3

0057



just Published,

By the SAME AUTHOR,

DE

Economie Politique Moderne:

DISCOURS FONDAMENTAL

SUR LA

POPULATION.

D I S C O U R S

SUR

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

DES

NATIONS DE L'EUROPE.

PAR M. HERRENSCHWAND.

À LONDRES:

Chez T. HOOKHAM, Libraire, New Bond

M.DCC.LXXXVII.

P R É F A C E.

DANS le plan que j'ai formé de publier graduellement un systême d'Economie politique nouveau & totalement opposé aux principes qui ont été avancés & pratiqués jusqu'ici, j'ai dû prévoir, qu'on s'éleveroit contre moi de toute part. Mais j'ai aussi dû prévoir, qu'une entreprise aussi vaste ne me permettroit pas de perdre en disputes un seul instant de la vie, dont il plaira à la Providence de me laisser jouir encore. Cette considération a dû nécessairement déterminer ma conduite envers ceux qui attaqueroient mes doctrines & que j'ai distingué en trois classes; en Critiques ignorans ou méchans qui laisseroient subsister mes principes dans toute leur force; en Critiques de bonne foy
3 qui

[vi]

qui ne me combattroient que superficielle-
ment; & en Critiques profonds qui me con-
vaincroient d'erreur. La plus parfaite indif-
férence fera le sentiment qu'exciteront en
moi les Critiques de la premiere classe; je ne
me défendrai pas non plus contre ceux de la
seconde, parce que ce sera au public éclairé à
nous juger; les Critiques de la troisieme
classe feront les seuls auxquels je répondrai
& ma réponse fera un temoignage public de
ma sincère gratitude. Jusqu'ici je n'ai
connu que des Critiques de la premiere classe;
ce sont les Rédacteurs d'un journal qui se
publie à Londres sous le titre de Critical Re-
view. J'étois bien résolu de m'en tenir à
leur égard à ma détermination; mais on ne
m'en a pas laissé la liberté & après avoir
long-tems résisté, comme le fait voir la date
de ma lettre à ces Critiques, j'ai cédé aux
solicitations qu'on m'a faites de leur ré-
pondre & de rendre ma réponse publique.
J'ai honte de m'être laissé entraîner à une
pareille démarche; c'est pour la premiere &
ce

[vii]

ce sera aussi bien certainement pour la der-
niere fois. Comme dans ma lettre à ces
Journalistes je réponds exactement à tous les
articles, que renferme leur critique, on verra
qu'ils n'ont attaqué ni de près ni de loin, ni
même mentionné aucun de mes principes, &
que c'est avec raison & justice que j'ai pu
les ranger dans la premiere classe de mes
Critiques. Voici la copie de cette lettre.

C O P I E.

De la lettre écrite par M. Herrenschwand
aux Rédacteurs du Critical Review sous
le couvert de M. A. Hamilton leur Im-
primeur, Falcon-court, Fleet-street.

Londres le 25 Janvier 1787.

M. M.

Je vous adresse ci joint un nouveau dis-
cours, que j'ai publié sur l'Economie poli-
tique, afin de vous fournir, si cela vous
convient, une nouvelle occasion de vous
exercer

[viii]

exercer sur mon compte; sous peu de jours je pourrais même vous en envoyer un autre encore qui dans ce moment est sous presse. Si vous avés imaginé que le jugement, que vous avés porté de mon premier discours sur la population, dans votre journal du mois de juin de l'année dernière, me déterreroit de la poursuite de mes travaux, vous vous êtes prodigieusement trompé, & vous m'auriés supposé une pusillanimité, dont je n'aurai j'espere jamais à rougir.

Vous avés trouvé mauvais & presque impertinent, que j'aye osé dédier mon livre au Roi de France. Mais y a-t-il une loi en Angleterre qui le défende? ou la simple respiration de l'air de l'Angleterre enchaîne-t-elle sur cela la volonté? ou est ce parceque l'Angleterre est le pays le plus libre de la terre, qu'on y est le moins libre de dédier ses ouvrages à qui l'on veut? ou enfin suffit il qu'une dédicace cause de la bile à des journalistes pour qu'on soit obligé de s'en abstenir?

[ix]

nir? Jusqu'à ce que vous m'ayés prouvé mes torts par des raisons plus admissibles que votre mauvaise humeur, vous me permettrés, M. M, de vous dire, que vos reproches sur ma dédicace ont été aussi absurdes que malhonnêtes.

Vous m'avés accusé de flatterie dans ma dédicace, parceque j'ai dit que l'amour de la vérité & celui de ses peuples paroïssent être des vertus innées dans le Roi de France & qu'il montrait à cet égard un exemple rare au monde. Mais si des preuves non équivoques démontrent en lui ces vertus; si toutes les voix se réunissent à les reconnoître en lui, & si une triste expérience n'a fait voir que trop, que les Rois qui aiment la vérité & leurs peuples ne sont pas si communs; je n'ai pas été un flatteur, puisque c'est par le mensonge & non par la vérité qu'on flatte; & si je n'ai pas été un flatteur, c'est avec la plus scandaleuse indécence, que vous avés osé oublier dans vos réflexions

a

obliques

[xii]

justifierés vous donc d'avoir pu vous permettre de me donner sans raison quelconque le plus vil & à mes yeux le plus méprisable de tous les caractères ? Si j'étois capable de vous imiter & de vous donner dans les principes de votre propre logique le caractère de vils & de mercenaires Critiques ; dites moi comment vous trouveriés cela ; cependant je ne ferois à votre égard que ce que vous avés fait au mien & peutêtre beaucoup moins encore.

Dans ce que j'ai dit des peuples chasseurs, pasteurs & cultivateurs vous m'avés chargé de n'avoir fait que répéter ce que tous les Ecrivains avoient dit avant moi, avec cette seule différence, d'avoir dit en deux feuilles ce qu'ils avoient dit en deux pages. Je crois avoir lu sur cette matiere autant de livres que vous ; & quelques grandes que puissent être vos pretensions à l'érudition, je vous défie de me citer un seul Ecrivain qui ait traité ce sujet aussi simplement & sur une
fonde-

[xiii]

fondement aussi naturel, que j'ai tâché de le faire ; & si vous n'en trouvés point, vous en aurés encore ici manifestement imposé au public.

Vous avés prononcé que mon livre étoit écrit d'un style lâche, indéterminé & intelligible. Je fais qu'il n'est pas bien écrit ; mais je crois que je ne l'aurois pas écrit beaucoup mieux, quand même j'en aurois eu le talent. Mon grand objet a été d'être clair & instructif & j'ose me persuader de l'avoir rempli. Ceux qui ne chercheront dans mes ouvrages que des mots n'en trouveront point & n'auront pas besoin de les lire ; ceux qui y chercheront des choses en trouveront j'espère quelques unes.

Cependant quelque fin & délicat que puisse être votre tact dans la langue Françoisse ; vous ne trouverés pas mauvais, que j'oppose à votre goût celui d'une personne respectable en France, que je présume que tout
le

[xiv]

le monde regardera comme un peu plus en état que vous de juger en matiere de style François & chez laquelle vous pourriés, je pense, encore très fructueusement pour vous aller à l'école pour vous perfectionner dans le François. Voici ce qu'elle me fit l'honneur de me mander sur mon style dans sa lettre en date de Paris le 8 Mars 1786.

“ Je trouve que vous avés adopté le
 “ style qui convient à un pareil discours;
 “ vous ne vous êtes pas fatigué à des tour-
 “ nures de phrases élégantes & agréables,
 “ si fait bien à les rendre intelligibles; vous
 “ vous êtes permis des mots hazardés pour
 “ exprimer avec clarté; vous n'avés pas
 “ évité les répétitions pour rappeler fans
 “ cesse l'exposé en même tems que l'ensem-
 “ ble de la question aux yeux de votre
 “ lecteur; en un mot, vous avés selon moi
 “ adopté le seul style qui devrait être per-
 “ mis dans les matieres de ce genre, &c.

Soyés

[xv]

Soyés justes, M. M. si vous le pouvés; puis je en conscience après le prononcé d'un tel juge faire le moindre cas du votre; & ne suis je pas pleinement autorisé de croire, que ce n'est pas parceque mon livre est écrit d'un style lâche, indéterminé & inintelligible, qu'il ne vous a pas été possible, comme vous le dites, de le bien comprendre; ni parceque vous n'y avés trouvé ni fait important ni trait intéressant de réflexion, qu'il ne vous a pas été possible, comme vous le dites encore, d'en dire du bien; mais parcequ'il est écrit sur l'Economie politique & en François, & que tout annonce, que ni la science ni la langue ne font votre fort, & que vous auriés grand besoin, pour mieux comprendre & mieux juger, d'être un peu mieux initiés dans l'une & dans l'autre.

Au reste j'ignore, M. M., qui vous êtes & ne cherche point à le savoir. Je ne vous connois que par le jugement que vous avés

[xvi]

porté de mon discours sur la population, & ce n'est certainement pas sur un pied avantageux pour vous; cela vous fera sans doute égal & je vous en offre de grand cœur tout autant pour vos critiques passées & futures.

Je suis très parfaitement
M. M.

Votre très humble &
très obeissant serviteur
HERRENSCHWAND.

[i]

D I S C O U R S

S U R

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

D E S

NATIONS DE L'EUROPE.

QUOIQUE le commencement de ce discours ait déjà paru dans celui, que j'ai publié sur la population; je ne crois pas inutile de le répéter ici & de le joindre aux nouvelles observations, que j'ai jugé nécessaire de faire sur un objet d'une conséquence aussi sérieuse dans l'Economie politique moderne, que l'est le commerce extérieur.

B

Le

[2]

Le commerce d'une nation se divise en deux especes générales; en commerce intérieur & en commerce extérieur; & le commerce extérieur se subdivise en commerce extérieur de consommation & en commerce extérieur de transport.

Dans le commerce extérieur de consommation la nation échange ses manufactures contre celles d'autres nations, dans la vue de les consommer en totalité ou en partie. Dans le commerce extérieur de transport la nation échange les manufactures d'une nation étrangere contre les manufactures d'une autre nation étrangere, sans l'intervention de ses propres manufactures & sans l'intention de les consommer.

Lorsqu'une nation ne consomme pas la totalité des manufactures étrangères, qu'elle se procure en échange de ses propres manufactures, elle en ré-exporte le surplus à d'autres nations, soit dans leur état primitif,

soit

[3]

soit ultérieurement manufacturées & l'échange contre d'autres manufactures étrangères, dans la vue encore de les consommer en totalité ou en partie.

Ainsi le commerce extérieur de consommation a deux branches. Dans l'une la nation consomme les manufactures étrangères en totalité; dans l'autre elle les ré-exporte en partie. La première de ces deux branches forme le commerce extérieur de consommation direct; la seconde le commerce extérieur de consommation circuiteux.

Le commerce extérieur de consommation circuiteux diffère du commerce extérieur de transport, en ce que dans le commerce extérieur de transport, l'échange des manufactures étrangères contre d'autres manufactures étrangères se fait sans l'intervention des manufactures de la nation; au lieu que dans le commerce extérieur de consommation circuiteux, les manufactures étrangères ré-exportées

B 2

portées

[4]

portées & échangées contre d'autres manufactures étrangères ont originairement été acquises en échange des manufactures nationales. Il est vrai, qu'une branche du commerce extérieur de consommation circuiteux, long-tems continuée dans une même série, approche & ne diffère presque plus du commerce extérieur de transport.

Telle espece de commerce qu'une nation, gouvernée sous le système de l'Economie politique moderne, puisse entreprendre, il faut nécessairement que ce soit avec des capitaux ; & ces capitaux doivent se trouver primitivement dans les mains du commerçant, qui dans tout commerce représente le consommateur. Il les avance à l'entrepreneur de manufactures & le consommateur, ou ce qui est la même chose, un autre commerçant qui, comme lui, représente le consommateur, les lui remplace.

Ce

[5]

Ce n'est donc qu'avec les capitaux, que l'entrepreneur de manufactures reçoit des mains du commerçant, qu'il peut maintenir & faire travailler les manufacturiers ; & de là il est clair, qu'il cesse d'être capable d'en maintenir & d'en faire travailler, du moment où le commerçant cesse de lui avancer des capitaux ; & comme le nombre des manufacturiers, que l'entrepreneur de manufactures devient capable de maintenir & de faire travailler, est nécessairement dans tous les cas en raison directe des capitaux, qu'il reçoit des mains du commerçant, il est évident, que les capitaux du commerçant sont le fondement du maintien des manufacturiers & le principe actif du travail & de l'industrie des nations.

Pour donner une idée juste des effets, qu'opèrent nécessairement sur l'industrie d'une nation les quatre especes de commerce, que je viens de mentionner, favoir, le commerce intérieur, le commerce extérieur de

con-

consommation direct, le commerce extérieur de consommation circuité & le commerce extérieur de transport, je vais tracer la marche naturelle, que suivent les capitaux dans chacun de ces commerces.

Je crois nécessaire d'observer une fois pour toutes, que par capitaux venus dans les mains de l'entrepreneur de manufactures par les mains du commerçant j'entends un nombre proportionné de manufacturiers maintenus & vouant leur travail à la production de la richesse réelle; l'un étant ou du moins devant être la même chose que l'autre, dans les vrais principes de l'Economie politique moderne.

Voici la marche des capitaux dans le commerce intérieur. 1°. Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 2°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national. 3°.

3°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 4°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national. 5°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 6°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national. 7°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 8°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; & ainsi de suite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de consommation direct. 1°. Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 2. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 3°. Des mains du

[8]

du commerçant ils passent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 4°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national. 5°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 6°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 7°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 8°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur national; & ainsi de suite.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de consommation circuiteux. 1°. Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures. 2°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 3°. Des mains du commerçant ils passent dans les mains de l'entre-

[9]

l'entrepreneur étranger de manufactures. 4°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 5°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 6°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 7°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 8°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger; & ainsi de suite, jusqu'à ce que la nation consume elle même la totalité des manufactures étrangères.

Voici la marche des capitaux dans le commerce extérieur de transport. 1°. Les capitaux passent des mains du commerçant dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 2°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 3°. Des mains du

C

com-

[10]

commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 4°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 5°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 6°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger. 7°. Des mains du commerçant ils retournent dans les mains de l'entrepreneur étranger de manufactures. 8°. Ils reviennent dans les mains du commerçant par les mains du consommateur étranger; & ainsi de suite, jusqu'à ce que le commerçant retire ses capitaux de ce commerce.

En jettant les yeux sur ces quatre marches générales de commerce, on voit évidemment, que le commerce intérieur fait venir les capitaux du commerçant quatre fois dans les mains de l'entrepreneur national de manufactures, pendant que dans le même nombre

I

bre

[11]

bre de circulations il ne les reçoit par le commerce extérieur de consommation direct que deux fois; par le commerce extérieur de consommation circuitieux qu'une fois & jamais par le commerce extérieur de transport; ou ce qui est la même chose, on voit évidemment, que l'industrie nationale se trouve encouragée par les quatre espèces de commerce dans la proportion des nombres 4, 2, 1, 0.

Mais les encouragemens, que les deux espèces de commerce extérieur de consommation donnent à l'industrie nationale, sont encore au dessous de ceux, que la marche de leurs capitaux indique. Car de ces encouragemens il faut déduire la différence, entre la célérité ordinaire des circulations dans le commerce intérieur & leur lenteur généralement inévitable dans le commerce extérieur; ou ce qui est la même chose, entre la célérité avec laquelle les capitaux reviennent dans les mains de l'entrepreneur national de

C 2

manu-

manufactures par le commerce intérieur & la lenteur avec laquelle ils lui sont rapportés par le commerce extérieur.

Dans le commerce extérieur de consommation direct, l'entrepreneur national de manufactures est donc obligé de partager la jouissance des capitaux de ce commerce alternativement avec l'entrepreneur étranger de manufactures. Dans le commerce extérieur de consommation circuiteux, l'entrepreneur étranger de manufactures jouit des capitaux de ce commerce les trois quart du tems, dans le nombre de circulations que j'ai supposé; & dans le commerce extérieur de transport, l'entrepreneur national de manufactures est exclu de toute jouissance des capitaux de ce commerce. De là résulte, que dans le commerce extérieur de consommation l'entrepreneur national de manufactures ne peut maintenir & faire travailler les manufacturiers que la moitié ou le quart du tems, qu'il seroit capable de les maintenir & faire

faire travailler sans ce commerce; & que dans le commerce extérieur de transport il ne peut pas même les maintenir & faire travailler un seul moment.

Or comme maintenir & faire travailler les manufacturiers est la même chose, que produire la richesse réelle; il est évident, que par le commerce extérieur de consommation l'entrepreneur national de manufactures devient incapable de produire autant de richesse réelle, que par le commerce intérieur; par le commerce extérieur de consommation circuiteux autant, que par le commerce extérieur de consommation direct; & que le commerce extérieur de transport lui ôte même jusqu'à la faculté de pouvoir en produire.

Et comme la richesse réelle, qu'une nation produit annuellement par son travail & son industrie, forme son revenu & que le revenu d'une nation est la mesure de sa prospérité; il est manifeste, qu'une

qu'une nation contraire & retarde nécessairement les progrès de sa prospérité par le commerce extérieur, de telle nature que ce commerce puisse être; avec cette seule différence, qu'elle les contrarie & retarde dans un degré beaucoup plus considérable par le commerce extérieur de transport, que par le commerce extérieur de consommation; & dans un degré beaucoup plus considérable par le commerce extérieur de consommation circuiteux, que par le commerce extérieur de consommation direct.

Cet exposé trace à l'homme d'Etat l'ordre naturel, dans lequel il doit encourager les quatre especes de commerce dans sa nation, s'il veut être fidelle aux vrais principes de l'Economie politique moderne & ne point opposer des obstacles aux libres progrès de l'industrie nationale. Le grand & le premier objet de son attention doit être le commerce intérieur; le commerce extérieur de consommation direct vient après; ensuite le commerce

merce extérieur de consommation circuiteux; & enfin le commerce extérieur de transport.

L'homme d'Etat ne doit donc permettre à sa nation le commerce extérieur de consommation direct, ou le commerce extérieur de consommation circuiteux, ou le commerce extérieur de transport; que lorsque dans le premier cas le commerce intérieur, dans le second le commerce intérieur & le commerce extérieur de consommation direct, & dans le troisieme le commerce intérieur & le commerce extérieur de consommation, tant direct que circuiteux, auront absorbé dans toutes leurs branches tous les capitaux, dont ils pouvoient être susceptibles avec le secours des plus grands encouragemens.

Lorsque l'homme d'Etat intervertit cet ordre naturel du commerce par l'établissement prématuré, soit du commerce extérieur de consommation direct, soit du commerce

exté-

extérieur de consommation circuiteux, soit du commerce extérieur de transport, il frustre nécessairement l'industrie nationale de la moitié, des trois quarts, ou de la totalité des encouragemens, qu'elle auroit reçus des capitaux ainsi détournés d'elle au profit de l'industrie étrangere.

L'Europe n'a montré jusqu'ici qu'une seule nation sous la plénitude des circonstances qui justifient tous les genres de commerce; c'est la Hollande. Les immenses capitaux, que les commerçans de cette nation possèdent, excèdent non seulement tout ce que le commerce intérieur & le commerce extérieur de consommation direct & circuiteux sont capables d'absorber; mais le surabondant de ces capitaux, qui reste encore dans leurs mains, paroît surpassez si fort ce qu'ils sont en état d'employer dans le commerce extérieur de transport, qu'on les voit réduits à la nécessité d'en placer une grande propor-

proportion à simple intérêt dans les fonds publics des autres nations.

Mais les autres nations de l'Europe sont toutes si loin encore d'avoir des capitaux de reste à destiner au commerce extérieur, que les plus avancées mêmes parmi elles sont encore infiniment en arriere pour les seuls capitaux, que demanderoit & que seroit capable d'absorber leur commerce intérieur; comme les signes les moins équivoques & les preuves les plus palpables le manifestent clairement.

On doit regarder comme un principe incontestable dans l'Economie politique moderne, fondé également sur l'expérience & la raison, que dans toute nation le commerce intérieur & l'agriculture marchent inséparablement du même pas; ou ce qui est la même chose, que les progrès de l'agriculture suivent les progrès du commerce intérieur immédiatement, comme l'effet suit l'action

D

de

[18]

de sa cause; & de cette intime connexion entre ces deux grandes sources de la prospérité des nations résulte, que c'est dans l'agriculture, qu'il faut chercher la vraie mesure de l'étendue du commerce intérieur de chaque nation & la preuve démonstrative de la suffisance ou de l'insuffisance des capitaux qu'elle voue à ce commerce.

L'Angleterre est la nation de l'Europe, qui après la Hollande a proportionnellement le plus de capitaux dans le commerce extérieur & la France celle qui en a le plus après l'Angleterre. Mais pour se convaincre, combien les capitaux, que ces deux nations vouent à leur commerce intérieur, sont encore loin de ceux, que ce commerce exigeroit, il n'y a qu'à jeter les yeux sur leur agriculture.

Non seulement il reste à l'une & à l'autre nation une grande proportion de terres incultes; mais en Angleterre une très grande partie

[19]

partie & en France presque l'universalité des terres en valeur sont encore cultivées sous un système de culture très imparfait; & l'on est fondé de croire, que l'agriculture de l'Angleterre ne passe pas la moitié & celle de la France pas le tiers de ce que l'une & l'autre pourroient être dans leur plus haut degré de perfection; & qu'il s'en faut par conséquent de moitié en Angleterre & des deux tiers en France, que le commerce intérieur ait reçu les capitaux qu'il demanderoit.

Cette différence seroit bien plus grande encore, si elle étoit calculée sur l'exemple de la Chine, la seule nation agricole de la terre, chez laquelle le commerce intérieur jouisse de tous les capitaux, dont il peut être susceptible; & la seule par conséquent, chez laquelle l'agriculture ait dû arriver & soit arrivée aux derniers termes de toute augmentation possible. Par le pouvoir irrésistible, que les capitaux ont sur les bras des hom-

D 2

mes,

mes, la Chine est non seulement parvenue à cultiver de la manière la plus complète jusques au dernier pouce de sa surface naturelle ; mais à cultiver même une plus grande surface, qu'elle n'avoit reçue des mains de la nature, en créant sur toute l'étendue de son immense territoire ces innombrables élévations artificielles, que le travail & l'industrie ont su rendre aussi productives que les terres naturelles.

Ce n'est pas faute de capitaux dans les mains de l'Angleterre & de la France, que ces deux nations sont encore si considérablement arriérées dans leur agriculture, mais parceque dans l'emploi de leurs capitaux elles se sont écartées de l'ordre naturel, en vouant des capitaux au commerce extérieur, pour lequel aucune d'elles n'étoit encore mûre ; & en détruisant par là nécessairement autant d'agriculture, qu'elles détruisoient de commerce intérieur.

Mais

Mais en vouant prématurément des capitaux au commerce extérieur, les nations de l'Europe ont non seulement appauvri sans cesse leur industrie nationale ; mais elles lui ont fait partager continuellement toutes les vicissitudes, auxquelles ce commerce est nécessairement sujet par sa nature ; & c'est dans ces deux circonstances principalement, qu'il faut chercher la raison, pourquoi ces nations ont avancé avec tant de lenteur, avec tant de difficulté & avec tant d'irrégularité dans leur prospérité ; pourquoi le territoire de l'Europe ne produit pas la moitié de la subsistance & ne montre pas la moitié des hommes, qu'il seroit capable de produire & de montrer ; en un mot, pourquoi les nations de l'Europe n'ont fait jusqu'ici, que monter, descendre ou stagner dans leur prospérité, sans jamais pouvoir s'élever au dessus de la médiocrité.

Quelques contraires que puissent être ces assertions aux opinions reçues, il n'est pas possible

possible de voir les choses autrement, lorsqu'on les juge sur les vrais principes de l'Economie politique moderne, c'est à dire, sur la vraie essence d'un système d'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures ; dans lequel l'industrie nationale devient nécessairement la grande fin, vers laquelle tout doit tendre & à laquelle tout doit être subordonné.

Par le commerce intérieur une nation augmente sa richesse réelle ; par le commerce extérieur elle augmente sa richesse nominale ; mais nécessairement aux dépens de sa richesse réelle. Voilà en deux mots les effets naturels des deux espèces de commerce sur la prospérité des nations ; & l'erreur qui a porté les hommes si universellement à regarder le commerce extérieur, comme le plus puissant moyen d'avancer l'industrie nationale, & pour ainsi dire, comme l'objet final de toute l'Economie politique moderne, a eu son fondement dans une opinion également

ment contraire à l'expérience & à la raison.

On s'est persuadé, que l'industrie d'une nation ne pouvoit s'accroître qu'en proportion des pièces de métal qui circuloient chez elle. Sur cette fautive idée les hommes d'Etat ont cru n'avoir autre chose à faire, pour avancer la prospérité des nations, que de chercher à multiplier les pièces de métal. Le commerce extérieur, à défaut de mines d'or ou d'argent, s'est présenté comme la ressource la plus naturelle & dès lors toute l'attention des hommes d'Etat s'est dirigée vers ce commerce & des balances de commerce favorables font devenues la grande & pour ainsi dire l'unique fin de toutes leurs mesures.

Mais dans cette manière de voir & de juger on est bien loin des véritables notions, qu'on doit se former des fonctions de l'argent dans la circulation & de sa proportion

[24]

avec les besoins de l'industrie nationale. La richesse qui en définitif circule dans tout commerce est incontestablement la richesse réelle, c'est à dire, ce sont les productions de la terre & les manufactures; & la richesse nominale, ou les pièces de métal ne doivent être considérées que comme des machines, avec le secours desquelles les productions de la terre & les manufactures sont mises en mouvement avec plus de facilité & de célérité, qu'elles ne pourroient l'être autrement.

Or on peut distinguer les machines de circulation en deux espèces générales; en machines de circulation simples & en machines de circulation composées. Les machines de circulation simples sont celles qui ne sont formées que d'un seul rouage, de celui des pièces de métal. Les machines de circulation composées sont celles qui sont formées de deux rouages, de celui des pièces de métal & de celui du crédit.

La

[25]

La perfection des machines de circulation simples est en raison directe des quantités de pièces de métal qui forment leur rouage & elles ne deviennent capables d'opérer une grande circulation, qu'au moyen d'une grande quantité de pièces de métal. La perfection des machines de circulation composées est en raison composée des quantités de pièces de métal & des degrés de crédit qui forment leurs deux rouages & elles deviennent capables d'opérer une grande circulation avec une médiocre quantité de pièces de métal.

Plus le rouage du crédit est grand dans la machine de circulation composée, moins celui des pièces de métal a besoin de l'être pour opérer la même circulation. C'est ainsi que l'Angleterre circule son immense commerce & en quelque façon encore son énorme dette, avec le quart seulement des pièces de métal qui circulent en France; & cette circulation de l'Angleterre est bien loin encore de celle,

E

que

que la machine de circulation composée deviendrait capable d'opérer, si elle étoit portée à la perfection, dont j'espère un jour la démontrer susceptible.

Une nation qui n'opère sa circulation qu'avec le secours d'une machine de circulation simple, comparée à une nation qui opère la sienne avec le secours d'une machine de circulation composée, est comme une manufacture, dans laquelle le travail ne s'exécute qu'avec les seuls bras des ouvriers, comparée à une manufacture, dans laquelle le travail est facilité & abrégé par le secours des machines.

Dans la dernière manufacture un petit nombre d'ouvriers devient capable d'exécuter une quantité de travail plus considérable, qu'un grand nombre dans la première. Dans la dernière nation une médiocre quantité de pièces de métal devient capable d'opérer une circulation plus considérable, qu'une

qu'une grande quantité dans la première. La première des deux manufactures est encore dans l'enfance pour son travail; la première des deux nations est encore dans l'enfance pour sa circulation.

A quoi se réduiroient l'agriculture, les manufactures & le commerce de l'Angleterre, si tout à coup cet Etat n'opéroit plus sa circulation qu'avec vingt ou vingt cinq millions de livres sterling en espèces, somme à laquelle on porte la masse de son numéraire en or & en argent? Certainement à très peu de chose; & c'est à ce très peu de chose que doivent proportionnellement se réduire l'agriculture, les manufactures & le commerce de la France; puis qu'avec un numéraire en espèces de deux milliards & une population de vingt quatre millions d'ames, la France ne doit pas opérer proportionnellement une plus grande circulation, que n'en opéreroit l'Angleterre avec un numéraire en

[28]

especes d'un demi milliard & une population de six millions d'ames.

Vanter une machine de circulation aussi impuissante, lorsqu'on la compare avec l'étendue & la population de la France, comme a fait dans ses Ecrits le ministre Etranger * qui a dirigé les finances de la France avec tant de bruit ; au lieu de la classer dans le nombre des grands vices, que présente l'Economie politique de cet Etat ; c'est n'avoir pas les premières idées du mécanisme de la circulation dans le développement de la prospérité des nations. Car il ne faut certainement pas avoir pénétré bien avant dans l'Economie politique moderne, pour voir évidemment, qu'une nation ne peut développer sa prospérité qu'en proportion de sa circulation & qu'il est impossible, que dans aucune nation la circulation puisse excéder la puissance de la machine qui l'opère.

* M. Necker,

La

[29]

La puissance, que le crédit est capable d'ajouter à l'argent dans la circulation des nations, est pour ainsi dire sans bornes ; comme je le ferai voir, lorsque l'ordre des choses m'amènera à ce grand sujet. Par crédit je n'entends pas le crédit particulier & local, que se créent & que circulent entre eux les individus d'une nation ; mais un crédit général & universellement circulant dans toutes les mains, comme circule l'argent ; ou pour donner un exemple, comme circule le crédit de la banque d'Angleterre ; mais pas un crédit comme celui de cette banque ; je suis bien loin de là.

Les banques publiques de circulation, quelques solides & florissantes qu'elles puissent être, ne sont que l'enfance du crédit & leurs fonctions, lorsqu'elles ne s'écartent point de la fidélité qu'elles doivent à leurs principes constitutifs, sont plutôt de faciliter & d'accélérer que d'augmenter la circulation. Quand je parle de banques publiques de circulation,

je

[30]

je n'entends que celles qui sont établies sur les fonds & entreprises pour le compte d'associations particulières; car on frémit au seul nom de banques de circulation dans les mains des gouvernemens, de telle nature que ces gouvernemens puissent être, libres ou absolus.

La France est la première nation de l'Europe, qui ait osé avoir l'idée de vouloir établir un crédit général sur les opérations d'une banque de circulation dans les mains du gouvernement & elle fera probablement aussi la dernière. Les maux, que lui a causés cette funeste tentative, ne sortiront pas facilement de la mémoire des hommes & feront une leçon effrayante pour les autres nations.

La circulation particulière, qu'opèrent les banques publiques de circulation, n'est qu'une circulation dépendante & subordonnée; & lorsqu'on prend le mot crédit dans sa

[31]

sa signification réelle, c'est à dire, lorsqu'on envisage le crédit comme un moyen de suppléer à l'impuissance de l'argent dans le développement de la prospérité des nations; le crédit de ces banques doit être compté pour rien, puisque son objet est plutôt de prendre la place de l'argent dans la circulation, que de suppléer à son défaut.

C'est dans la circulation générale des nations, que les banques publiques de circulation ont le principe actif de leur circulation particulière & non en elles mêmes; & dans l'ordre naturel des choses leur circulation particulière doit constamment suivre & ne jamais devancer la circulation générale. Dans telle proportion que l'Angleterre put augmenter ou diminuer sa circulation générale, la circulation particulière de sa banque augmenteroit ou diminueroit dans la même proportion; & si la banque pouvoit un seul instant perdre de vue sa station limitée & s'oublier au point, de vouloir par l'accroisse-

croissement forcé & anticipé de sa circulation particulière forcer & accroître la circulation générale de la nation, elle verroit sa ruine suivre de bien près son imprudence.

Les banques publiques de circulation n'ajoutent donc rien à la puissance de la machine de circulation par l'argent, ni par conséquent à la circulation des nations. Car comme elles ne peuvent augmenter leur circulation particulière, qu'autant que les nations augmentent leur circulation générale; & que les nations qui ne circulent pas d'autre crédit chez elles, que celui de ces banques, ne peuvent augmenter leur circulation générale, qu'autant qu'elles augmentent la masse de leur numéraire en espèces; il est évident, que ce n'est pas le crédit des banques publiques de circulation qui accroît la machine de circulation par l'argent, mais que c'est au contraire l'accroissement de la puissance de la machine de circulation par l'argent qui accroît le crédit de ces banques;

& que

& que l'accroissement de leur circulation particulière est nécessairement l'effet & non la cause de l'accroissement de la circulation générale.

Dans la réalité les nations n'ont donc rien à attendre des banques publiques de circulation pour le développement progressif de leur travail, de leur industrie & de leur prospérité; puisqu'elles n'ont rien à attendre d'elles pour les progrès de leur circulation; & le genre de crédit, que ces machines modernes de circulation offrent, doit être mis au rang des principes imparfaits de l'Economie politique, qui ne doit s'approprier & pratiquer que des moyens capables de coopérer, soit directement, soit indirectement, au développement graduel de la complète prospérité des nations, seule & unique fin de toutes ses opérations.

Il est important que j'observe ici, que toutes les fois que je parle de circulation,

F

je

je l'entends complete, c'est à dire, j'entends que la richesse nominale qu'une nation possède, de telle nature qu'elle puisse être, circule non seulement dans sa totalité, mais dans son plus grand degré de vitesse. Car lorsque la richesse nominale d'une nation ne circule pas en totalité, ou pas dans son plus grand degré de vitesse, j'appelle la circulation de la nation incomplete; & quand j'accorde aux banques publiques de circulation de faciliter & d'accélérer la circulation, je leur accorde d'être capables de rendre la circulation complete.

Mais je mets une grande différence entre rendre la circulation d'une nation complete ou l'augmenter; comme il y a une grande différence entre faire agir une machine dans la pleine proportion de sa puissance ou augmenter sa puissance; & comme il est impossible, que les banques publiques de circulation puissent augmenter la circulation générale des nations, sans se rendre coupables

bles d'infidélité tant envers les nations qu'envers elles mêmes, dans le sens où je prends le mot augmenter & de l'espece dont je suppose ces banques; je dois comme de raison continuellement exclure ce cas de toutes leurs opérations.

L'essence du crédit est de représenter l'argent dans la circulation; & la conséquence immédiate de ce caractère du crédit est, que chaque portion de crédit doit avoir sa portion d'argent correspondante, pour la trouver & pouvoir se réaliser en elle à l'instant même, où par la nature de ses conditions elle devient réalisable; c'est là le principe fondamental de tout crédit en matière de circulation. Mais on se trompe, lorsqu'on croit qu'il faut nécessairement qu'il y ait à la fois autant de portions distinctes d'argent, qu'il y a à la fois de portions distinctes de crédit, ou ce qui est la même chose, qu'il y ait autant d'argent que de crédit; & cette opinion doit être classée dans

le nombre des grandes erreurs, dont on a obscurci la science de l'Economie politique.

La plus grande partie des Ecrivains sur l'Economie politique ont appelé l'argent la représentation & la mesure des choses; mais cette maniere de s'exprimer & d'envisager l'argent dans la circulation est contraire à la vérité & doit être bannie de l'Economie politique. Les choses sont aussi souvent la représentation & la mesure de l'argent, que l'argent est leur représentation & leur mesure. Lorsque la demande pour les choses est haute, ce sont les choses qui représentent & mesurent l'argent; lorsque la demande pour les choses est basse, c'est l'argent qui représente & mesure les choses; lorsque la demande pour les choses est grande, l'argent & les choses se représentent & se mesurent réciproquement; & dans tous les cas l'argent est l'équivalent des choses. Voilà l'expression dont on doit se servir, lorsqu'on

vent

veut voir l'argent dans son vrai rapport avec les choses.

De la fausse idée, qu'on s'est formé du caractère & des fonctions de l'argent dans la circulation, en est venue une autre. Du moment où l'on a regardé l'argent comme la représentation & la mesure des choses, on a dû naturellement se persuader, que dans chaque nation le prix des choses se régloit nécessairement sur la masse de son numéraire en especes, c'est à dire, que plus la masse du numéraire en especes seroit grande ou petite dans une nation, plus aussi le prix des choses seroit haut ou bas chez elle; & une règle de trois a paru fournir la preuve démonstrative de cette vérité. Car si la masse totale des choses d'une nation est représentée & mesurée par la masse totale de son argent, telle portion particulière de ses choses doit être représentée & mesurée par telle portion particulière de son argent; ou ce qui est la même chose, si le prix de la

masse

[38]

masse totale des choses d'une nation est égal à la masse totale de son argent, le prix de telle portion particulière de ses choses doit être égal à telle portion particulière de son argent.

Mais pour donner à ce raisonnement la force de démonstration, il a nécessairement fallu supposer la masse totale des choses d'une nation & la masse totale de son argent à la fois & dans le même instant au marché, c'est à dire, il a fallu supposer ce qui n'est jamais arrivé & n'arrivera jamais, tant que le monde existera; & d'une hypothèse absurde a dû naturellement venir une conséquence absurde.

Le fait & la vérité sont, que chez toutes les nations de la terre les choses ne viennent au marché que successivement & qu'au moyen de cette circonstance une médiocre valeur en argent devient capable de servir d'équivalent à une grande valeur en choses.

L'argent

[39]

L'argent que A paye à B, pour les choses qu'il achète de lui, est employé par B à acheter & à payer les choses de C; par C à acheter & à payer les choses de D; par D à acheter & à payer les choses de E & ainsi de suite; & dans cette succession de circulations une quantité d'argent identiquement la même peut devenir l'équivalent de dix fois, vingt fois, trente fois, cent fois plus de choses qu'elle ne vaut; sans causer pour cela la moindre altération dans le prix, soit naturel soit artificiel des choses & en laissant ce prix continuellement au taux, que lui assignent dans le cours de la circulation la grande, la haute & la basse demande.

Or une médiocre quantité d'argent peut devenir tout aussi capable de fournir à la circulation d'un grand crédit, qu'elle est capable de fournir à la circulation d'une grande masse de choses; & une seule condition devient nécessaire pour donner à l'argent cette capacité. Il faut que les nations
font

[40]

fachent se créer un crédit aussi successivement réalisable en argent que le sont les choses; car alors la même raison qui rend peu d'argent capable de payer beaucoup de choses, rendra peu d'argent capable de réaliser beaucoup de crédit.

Les idées imparfaites & bornées, que les nations de l'Europe se sont formées jusqu'ici du crédit, leur ont fait croire, que tout crédit général & universellement circulaire doit continuellement être réalisable à volonté, dans toutes les mains où la circulation le porteroit; & c'est pour avoir réglé le crédit sur ce principe, qu'il a été d'une si faible utilité aux nations qui l'ont introduit dans leur circulation, je veux dire, d'une si faible utilité pour les progrès de leur circulation & le développement de leur prospérité.

Car sous ce système tout crédit mis dans la circulation doit nécessairement porter & être fondé sur le dépôt actuel, soit en
especes,

[41]

especes, soit en effets promptement réalisables en especes, de tout le montant de son émission dans la circulation; sans cela il est manifeste, qu'il ne seroit pas possible qu'il fut réalisable à volonté. Or comme les especes déposées pour son compte auroient circulé aussi bien que lui & qu'il ne fait que devancer de fort peu de tems la circulation des effets promptement réalisables en especes; il est évident, que toute l'opération de ce crédit se réduit à représenter dans la circulation exactement autant d'argent, qu'il oblige pour la sûreté d'en soustraire d'elle; & une nation pourroit exister des siècles de suite sous le système de ce genre de crédit, sans faire des avances sensibles ni dans sa circulation ni dans sa prospérité.

En parlant d'un crédit successivement réalisable, je ne veux pas dire un crédit purement & simplement réalisable à des époques qui se succederoient les unes aux autres & sans autres conditions quelconques. Si un crédit
G de

[42]

de cette nature avoit été praticable, il n'auroit pas été difficile aux nations de l'Europe de l'imaginer & d'en appliquer le système à leur circulation. Mais un pareil crédit ne pourroit jamais prendre racine dans aucune nation, même sous tous les efforts de l'autorité, parcequ'il ne représenteroit l'argent qu'imparfaitement & qu'il pécheroit par conséquent contre le principe fondamental de tout crédit.

Le crédit peut avoir trois valeurs distinctes dans les mains où la circulation le porte. Il peut être égal, il peut être inférieur, il peut être supérieur à l'argent. Il est égal à l'argent, lorsqu'à tout instant il peut se réaliser précisément en la même quantité d'argent que celle qu'il représente ; il est inférieur à l'argent, lorsqu'il y a des instans où il ne peut se réaliser qu'en une moindre quantité d'argent que celle qu'il représente ; il est supérieur à l'argent, lorsqu'à tout instant il peut

[43]

peut se réaliser en une plus grande quantité d'argent que celle qu'il représente.

Le crédit égal à l'argent est celui des banques publiques de circulation, lorsque leurs opérations portent sur une base solide & qu'elles adherent fidèlement aux principes de leur institution ; & cette parfaite égalité entre le crédit de ces banques & l'argent a son fondement dans la condition qui rend ce crédit réalisable à volonté. Car alors, intrinséquement considéré, il devient parfaitement égal aux hommes d'avoir l'argent ou le crédit, puisqu'il ne peuvent ni gagner ni perdre à avoir plutôt l'un que l'autre. Mais comme, extrinséquement considéré, le crédit leur offre une circulation plus commode, cet avantage lui assure naturellement la préférence sur l'argent.

Le crédit des banques publiques de circulation, ou ce qui est la même chose, le crédit égal à l'argent est donc revêtu du caractère

G 2

néces-

[44]

nécessaire pour devenir universellement circulaire ; & à la rigueur une nation pourroit opérer la totalité de sa circulation avec ce crédit, sans que jamais l'argent eût besoin de paroître ; mais il est clair, qu'à cela la nation ne gagneroit que de faciliter & d'accélérer sa circulation sans l'augmenter ; puis qu'il faudroit qu'elle eût continuellement autant d'argent inactif en dépôt, qu'elle auroit de crédit actif dans la circulation.

Le crédit inférieur à l'argent est celui, qu'introduisent d'eux mêmes dans la circulation & que se donnent pour l'accélération de leurs affaires les individus d'une nation. Par sa nature ce crédit n'a ordinairement qu'un seul instant, où il devient réalisable en la même quantité d'argent que celle qu'il représente ; c'est celui du terme fixé à sa circulation ; & dans tous les instans qui précèdent ce terme, il ne peut se réaliser qu'en une moindre quantité d'argent que celle qu'il représente. Il ne peut donc pas être parfaite-

[45]

parfaitement égal aux hommes d'avoir le crédit ou l'argent, puisqu'il faudroit nécessairement qu'ils perdissent sur le crédit, toutes les fois qu'ils auroient besoin de le circuler ou de le réaliser en argent avant son tems.

Ce genre de crédit, que j'ai appelé purement & simplement réalisable à des époques qui se succédoient les unes aux autres, n'est donc pas revêtu des conditions indispensablement requises pour le rendre universellement circulaire, & telles mesures, que le gouvernement d'une nation put prendre pour l'introduire dans la circulation & le substituer à l'argent, il ne réussiroit jamais à le faire accepter comme tel aux hommes, quand même il lui seroit possible de donner à ce crédit la même solidité, que sont capables de donner au leur les banques publiques de circulation. Car l'argent seroit continuellement préféré à un crédit qui mettroit nécessairement celui qui en seroit porteur

porteur dans l'alternative facheuse, ou d'être forcé de le garder plus ou moins longtemps inactif dans ses mains avant de pouvoir le circuler ou le réaliser en la même quantité d'argent que celle qu'il représenteroit, ou d'être obligé de sacrifier une partie de cette quantité d'argent, s'il vouloit le circuler ou le réaliser en argent avant l'époque fixée à sa complète réalisation; sans compter les difficultés, que rencontreroit souvent le porteur d'un pareil crédit à pouvoir le circuler ou le réaliser en argent, même avec ce sacrifice.

Le crédit supérieur à l'argent & en même tems successivement réalisable a resté jusqu'ici inconnu aux nations de l'Europe & c'est celui que je leur présenterai, s'il plait à Dieu, dans l'ordre naturel de mes travaux. Les preuves les plus palpables convaincront alors ces nations, qu'il est en leur pouvoir d'opérer leur circulation, d'une manière aussi régulière que solide, exactement avec vingt fois

fois plus de crédit qu'elles n'auront d'argent; ou ce qui est la même chose, que chaque portion d'argent qu'elles posséderont deviendra pour elles une base certaine de vingt fois plus de crédit qu'elle n'aura de valeur; & d'un crédit qui non seulement maintiendra sa supériorité sur l'argent invariablement depuis l'instant de son émission jusqu'au terme fixé à sa circulation; mais dont la supériorité sur l'argent s'accroîtra dans une progression continuelle jusqu'à ce terme & lui assurera par conséquent sur ce métal la plus constante préférence.

Ce crédit fera tout à la fois le crédit public des gouvernemens & le crédit général des nations. Comme crédit public des gouvernemens il fera totalement indépendant de prêteurs & presque indépendant de taxes nouvelles sur les peuples. Dès le premier instant de son introduction dans la circulation il réduira l'intérêt de l'argent naturellement de 5 à 3 & ensuite graduellement à 2 &

& à 1 p^o, d'abord pour les gouvernemens & ensuite pour les nations. Il affranchira les Etats à perpétuité de toute dette permanente & fera sans cesse rentrer dans les mains des gouvernemens l'intérêt momentané qu'il coutera. Il accroîtra la circulation dans la pleine proportion du montant de son émission ; & sa solidité, qu'il tiendra pour ainsi dire toute entière de lui même, sera aussi grande dans les gouvernemens absolus, que dans ceux qu'on appelle libres. Comme crédit général des nations il opérera non seulement une grande, mais continuellement & régulièrement croissante circulation & remplira par conséquent toutes les conditions, qu'exige nécessairement une machine de circulation, si elle doit devenir capable d'élever les nations à leur complete prospérité.

Je m'attends qu'on trouvera bien extraordinaire, qu'ayant déjà annoncé ce crédit dans plusieurs occasions, je tarde si longtemps à manifester une découverte aussi importante

portante dans l'Economie politique. Mais à cela ma réponse est, que la tâche que je me suis imposé & que je poursuivrai avec l'aide de Dieu, n'a jamais été d'offrir des projets aux hommes d'Etat, ou des remèdes particuliers à quelques uns des grands vices de leurs opérations. Mon plan n'est pas circonscrit dans des limites aussi étroites. C'est le bonheur, la perfection & les progrès de l'espece humaine en général & par conséquent l'Economie politique dans toute son étendue que j'embrasse dans mes travaux ; c'est le système tout entier de cette branche de la Providence divine, placée dans les mains de l'homme & jusqu'à présent si fort abusée par lui, que je me propose de développer dans l'universalité de ses principes. A quoi serviroit il d'indiquer prématurément aux hommes d'Etat le principe actif d'une machine, dont ils n'ont connu jusqu'ici ni le vrai mécanisme ni la vraie fin ? ne seroit ce pas ouvrir la porte à de nouveaux & peut-être à de plus grands abus que jamais ?

H

Je

[50]

Je suivrai donc mon plan dans sa marche naturelle & chaque moyen de l'Economie politique ne paroîtra qu'à la place, que lui marquera sa connexion avec ses principes. Cette méthode fera longue, mais elle n'en fera que plus solide. J'ai peu d'espérance d'être utile à la génération actuelle ; je sens trop combien il est difficile de dissiper si vite des préjugés & des erreurs, que le tems a si universellement consolidés dans tous les esprits. Mais s'il plait à la divine Providence de laisser subsister mes Ecrits après moi ; j'ose avoir l'idée consolante, que la vérité, que je m'efforcerai continuellement de mettre dans tout son jour, triomphera tôt ou tard de tous les obstacles ; & l'objet final de mes travaux n'en fera pas moins rempli.

Tout ce que j'ai cru devoir faire, pour tâcher d'ouvrir les yeux aux hommes d'Etat qui dans ce moment tiennent dans leurs mains le sort des nations ; c'est de fixer particulièrement leur attention sur les vices de

leurs

[51]

leurs opérations dans quelques unes des grandes branches de l'Economie politique. C'est dans cette vue que j'ai publié hors de la chaîne de mes travaux le discours sur le crédit public des nations de l'Europe ; c'est dans la même vue que je publie celui-ci sur le commerce extérieur & qu'avant de rentrer dans mon plan j'en publierai probablement un autre encore sur un sujet non moins important.

Tels encouragemens extraordinaires qu'une nation puisse donner soit à son agriculture, soit à ses manufactures, soit à son commerce ; telles entreprises qu'elle puisse former pour l'avancement de sa prospérité, soit dans son intérieur, soit dans le dehors ; si ses hommes d'Etat ne commandent pas un crédit fondé sur les principes que je viens de tracer ; leurs opérations, quelque haute que puisse être l'opinion qu'ils s'en formeront, quelques brillans & certains qu'ils puissent s'en représenter les succès, quelque gloire qu'ils

H 2

qu'ils puissent s'en promettre, n'aboutiront pour tout effet qu'à donner un cours différent à la même circulation, sans rien contribuer à ses progrès; & la raison en est évidente.

L'homme d'Etat ne peut donner des encouragements extraordinaires à aucune branche de l'agriculture, des manufactures ou du commerce, sans que dès ce moment cette branche n'attire à elle plus de capitaux, qu'elle n'en absorboit avant d'avoir été extraordinairement encouragée. Or comme dans une nation qui n'opère sa circulation qu'avec l'argent il est impossible, que les capitaux puissent se porter en plus grande abondance dans un point, sans devenir proportionnellement plus rares dans les autres, il est manifeste, que dans une pareille nation encourager extraordinairement telle branche du travail & de l'industrie, que ce puisse être, n'est faire autre chose, qu'enlever à la circulation des capitaux d'un côté pour les

faire

faire circuler d'un autre; & par conséquent laisser la circulation & la prospérité de la nation intrinséquement au même degré.

Dans une nation qui ne connoit d'autres capitaux que des capitaux en argent, l'homme d'Etat ne peut donc ni encourager le défrichement de terres incultes, ni favoriser l'établissement de nouvelles manufactures, ni faire des traités de commerce, ni même pour ainsi dire creuser un canal ou tracer une route nouvelle, sans troubler proportionnellement le cours de la circulation générale, c'est à dire, sans rendre la circulation de la nation moins générale; & comme rendre la circulation moins générale dans une nation est répandre la prospérité moins généralement sur elle, puisque circulation & prospérité sont la même chose, il est évident, que l'homme d'Etat ne peut former aucun projet pour l'avancement de la prospérité d'une nation, destituée de crédit, sans détruire d'une main le bien qu'il cherche à

faire

faire de l'autre; puisqu'il ne peut renforcer la circulation nulle part sans l'affoiblir proportionnellement ailleurs. Un exemple va rendre cette vérité importante parfaitement sensible.

Je suppose une terre peu productive dans son état naturel, mais susceptible d'une grande fertilisation par des arrosements. Je suppose de plus que les administrateurs de cette terre, pleinement convaincus que ce n'est que d'arrosements abondans que la fertilisation peut venir, ont eu soin de rassembler dans un réservoir toutes les eaux qu'ils étoient capables de commander & de les conduire de là dans une proportion égale sur toutes les divisions de la terre.

La première vérité évidente qui résulte de ces suppositions est, que la terre ne pourra être fertilisée qu'en raison exacte de la masse des eaux, que contiendra le réservoir, d'où les arrosements doivent venir, c'est à dire, en raison

raison exacte de la puissance du réservoir; & de là, qu'elle ne pourra être amenée à son plus grand produit possible, qu'autant que le réservoir deviendra capable de lui fournir la totalité des eaux, que sa complete fertilisation exigera; & que si le réservoir n'étoit capable de lui fournir que le quart, le tiers, la moitié des eaux, que sa complete fertilisation exigeroit; les administrateurs de la terre auroient beau multiplier les canaux, en creuser de nouveaux, élargir les anciens, en un mot, imaginer tel système de canaux qu'ils voudroient, ils ne réussiroient jamais à porter les produits de la terre au de là de la proportion, que la masse des eaux du réservoir détermineroit; & que dans ce cas la terre resteroit nécessairement à perpétuité, des trois quart, des deux tiers, de la moitié au dessous de sa complete fertilisation & par conséquent de son plus grand produit possible.

La seconde vérité évidente est, que tant que la masse des eaux du réservoir ne s'accroît

[56]

croîtroit point; les administrateurs de la terre ne pourroient entreprendre d'augmenter les arrosemens, la fertilisation & les produits d'aucune division particuliere de la terre, soit en lui ouvrant de nouveaux canaux, soit en élargissant les anciens, sans diminuer dans la même proportion les arrosemens, la fertilisation & les produits des autres divisions; & qu'au milieu de toutes leurs combinaisons & de tous leurs efforts dans ce genre, la terre resteroit invariablement fixée au produit, que la puissance fixée du réservoir auroit été capable d'opérer.

Cet exemple & les vérités qu'il présente sont parfaitement applicables à l'Economie politique & la plus complete analogie regne entre les circonstances de la terre & celles d'une nation. La terre est la nation; les divisions de la terre sont les branches du travail & de l'industrie de la nation; le réservoir de la terre est la machine de circulation de la nation; les arrosemens de la terre
sont

[57]

sont la circulation de la nation; la masse des eaux du réservoir de la terre est la puissance de la machine de circulation de la nation; la fertilisation de la terre est le développement de la population & de la richesse réelle de la nation; le produit de la terre est la prospérité de la nation; & la circulation ainsi que la prospérité de la nation ne peuvent pas plus excéder la puissance de sa machine de circulation, que les arrosemens & les produits de la terre ne peuvent excéder la puissance de son réservoir.

Il semble que des principes d'une vérité aussi palpable auroient dû dans tous les tems frapper tous les esprits. Cependant depuis près de trois siècles ils n'ont fait d'impression sur aucun homme d'Etat, ou du moins aucun n'en a fait la base fondamentale de ses opérations. Tous sans exception ont persisté jusqu'à ce moment dans le faux système de vouloir développer la circulation & la prof-

[58]

prospérité des nations avec une machine de circulation imparfaite, impuissante & totalement disproportionnée à la grandeur des effets, qu'ils se font si fort obstiné d'en attendre; & c'est à ce malheureux aveuglement, que l'espece humaine doit d'avoir fait en Europe, dans sa population & dans sa richesse réelle, des progrès si misérables, lorsqu'on les compare avec ceux, dont elle est si évidemment susceptible.

Continuellement éblouis & trompés par les fausses apparences que leur ont présenté les balances de commerce, les hommes d'Etat se sont entièrement reposé, pour l'accroissement de la circulation & le développement de la prospérité des nations, sur un moyen aussi incertain, aussi inconstant, aussi irrégulier & aussi insignifiant, même dans ses plus grands effets. Ils n'ont jamais voulu sentir, que les balances de commerce pouvoient bien être un moyen de faire circuler

un

[59]

un peu de prospérité tour à tour d'une nation à l'autre, mais jamais un moyen de fixer & de développer d'une manière solidement progressive la prospérité dans aucune. Ni l'exemple des nations qui après avoir eu long-tems pour elles des balances de commerce considérables restent aujourd'hui sans prospérité, ni celui des nations, qu'un siècle de balances de commerce favorables laisse sous leurs yeux avec une prospérité médiocre, n'ont été capables de les détromper d'une erreur si funeste,

Quand on supposeroit même, que les balances de commerce seroient capables d'apporter aux nations autant d'or & d'argent, que quelques unes ont voulu le faire entendre, ou plutôt l'ont jugé arbitrairement, puis qu'il est absurde de vouloir déterminer la grandeur d'une chose, pour la mesure de laquelle l'on n'a connu jusqu'ici & l'on ne connoitra probablement jamais de règle, je ne dis pas fidelle, mais même raisonna-

I 2

blement

[60]

blement exacte; quand on supposeroit, dis-je, les balances de commerce susceptibles de toute la puissance exagérée qu'on leur attribue, les hommes d'Etat n'en seroient pas moins injustifiables & téméraires de hasarder la prospérité des nations sur un moyen aussi illusoire & j'ose dire aussi barbare.

Car peuvent ils disconvenir, que fonder la prospérité d'une nation sur les balances de commerce ne soit pas manifestement la même chose, que faire dépendre la prospérité de la nation de l'indolence momentanée, des besoins passagers, des goûts inconstans & des caprices des autres nations? peuvent ils disconvenir, que forcer la circulation d'une nation par les balances de commerce ne soit pas manifestement la même chose, que provoquer les trois quart de ses hommes au travail & à la population, pour les laisser tôt ou tard desœuvrés & exposés aux dernières extrémités de la misère? peuvent ils discon-

[61]

disconvenir, que chercher à enrichir & à faire prospérer une nation par les balances de commerce ne soit pas manifestement la même chose, que chercher à appauvrir & à faire décliner dans leur prospérité les autres nations? & s'il est impossible de jeter le moindre doute sur ces vérités; n'est il pas incompréhensible, qu'un système d'Economie politique aussi contraire à la saine raison, aussi préjudiciable aux progrès de l'espèce humaine & par conséquent aussi opposé aux vues de la Providence soit encore le système dominant des nations de l'Europe à la fin d'un siècle si orgueilleux de ses lumières.

Un crédit indépendant de tout événement dans le dehors; supérieur en puissance & en valeur à l'argent, continuellement & régulièrement croissant; voilà le moyen qu'il est enfin tems, que les nations de l'Europe substituent à la chimère des balances de commerce & du commerce extérieur qui les

3

donne.

[62]

donne. C'est alors seulement, que les hommes d'Etat commanderont tous les capitaux, que les progrès du travail & de l'industrie des nations exigeront ; c'est alors seulement que chaque avancement, qu'ils opéreront dans la population & dans la richesse réelle des nations, restera à l'abri de toute révolution & deviendra sans cesse la base de nouveaux avancements ; en un mot, c'est alors seulement, qu'il fera en leur pouvoir de développer la prospérité des nations imperturbablement jusques aux derniers termes de toute augmentation possible & d'élever ainsi l'espece humaine au rang & au bonheur, que le Créateur a eu si visiblement en vue dans son plan.

Pour fonder ce crédit il y a dès à présent en Europe assez d'or & d'argent en especes ; & si ces métaux n'étoient pas sujets à se perdre & à s'user dans la circulation, l'Europe pourroit dès ce moment se passer des mines de l'Amérique. Cet or & cet argent se trouvent,

[63]

trouvent, il est vrai, très inégalement répartis entre les différentes nations ; quelques unes en ayant non seulement plus que les autres, mais même plus qu'elles n'ont besoin ; mais la plupart ont leur suffisance & parmi les moins favorisées il n'y en a probablement aucune qui avec sa portion, combinée & consolidée avec un pareil crédit, ne fut capable de porter sa circulation à toute l'étendue, que le développement de sa complète prospérité exigeroit ; quand même la puissance de ce crédit resteroit renfermée dans les limites, que j'ai cru devoir lui donner ; c'est à dire, quand même il ne multiplieroit la puissance de l'argent que dans le rapport de 1 à 20.

Les nations de l'Europe qui ont accumulé chez elles l'or & l'argent dans une proportion qui excède de beaucoup les besoins du crédit, dont je parle, sont la France & l'Angleterre, & cependant ces deux nations sont les plus ardentes à grossir encore
chez

[64]

chez elles la masse de ces métaux par les balances de commerce. Pour ces malheureuses balances tout est subordonné & sacrifié dans leur Economie politique au commerce extérieur & elles ne voyent pas, que ce qu'elles cherchent avec tant de peine & d'incertitude dans le dehors, il ne tient qu'à elles de trouver avec certitude & au centuple au dedans d'elles mêmes.

On fait monter à deux milliards l'or & l'argent que la France possède en especes. Quelque prodigieux que puisse paroître ce numéraire aux yeux de ceux qui ne le voyent que dans ses chiffres, je ferai voir à sa propre place, autant qu'il est possible d'approcher de la vérité sur un sujet aussi compliqué de rapports, que ce numéraire ne forme qu'une foible partie de celui, dont la circulation de France auroit besoin & que la France ne peut espérer de s'élever à sa complete prospérité, ou ce que je prends sans cesse pour la même chose, à sa plus grande

[65]

grande population & à sa plus grande richesse réelle possible, qu'avec une machine de circulation de douze milliards de puissance.

Si cela est; & j'en établirai, comme je viens de dire, si ce n'est l'exacte vérité, du moins la plus approximante probabilité; il est évident, que d'autant que la France restera au dessous de la complete circulation de douze milliards de numéraire, d'autant elle restera au dessous de sa complete prospérité. Or je demande, si la saine raison peut permettre à la France de se flatter, que le tems lui fournira les moyens de remplir graduellement ce vide immense dans sa circulation par les balances de commerce; & si l'effet infallible d'une illusion aussi grande ne seroit pas de la laisser sans cesse fixée au même ou presque au même degré de prospérité, avec la chance seulement de varier momentanément de ce degré, soit en plus soit en moins, suivant que l'or & l'argent

K

vien-

viendroient ou s'en iroient, comme depuis plus d'un siecle cela a déjà été son sort.

Un crédit de la nature de celui, que j'ai annoncé, ouvreroit à la France une perspective bien différente. Non seulement il la dispenserait pour toujours de la nécessité de chercher à multiplier son numéraire en especes, mais il n'exigeroit même que le tiers de celui qu'elle possède déjà. Car il est clair, que six cent millions de puissance en especes, graduellement multipliés par vingt fois plus de puissance en crédit, donneroient à la France une machine de circulation de douze milliards de puissance & la mettroit par conséquent en état de porter sa prospérité & le bonheur de ses peuples, sous tous les rapports & dans la plus parfaite indépendance, aux derniers termes de toute augmentation possible.

Il faut que les hommes d'Etat qui ont conduit l'Economie politique de la France

se

se foyent formé dans tous les tems des idées bien étranges de cette science, pour avoir pu imaginer, que sans crédit quelconque, ni public ni général, ils seroient capables d'opérer des avancemens solides dans la prospérité de cet Etat, ou ce qui est la même chose, pour avoir pu imaginer, que par la simple application de leurs mains ils donneroient le mouvement progressif à une machine, dont le principe actif exige une si énorme puissance. En général il n'y a pas eu en Europe de nation plus malheureuse par ses hommes d'Etat, je veux dire, ceux qui ont conduit son Economie politique, que la France; si l'on mesure son malheur par sa prospérité possible & par la distance à laquelle elle reste de cette prospérité.

Dans un intervalle de près de deux siecles la France n'a eu à la tête de son Economie politique que deux hommes véritablement dignes d'être distingués par leurs grandes vues pour le bien & la gloire de la

K 2

nation

[63]

nation & tous les deux ont été dans de faux systêmes. L'un plus respectable par ses vertus morales *, qu'éclairé dans l'Economie politique, n'a voulu que des fondemens sans rien bâtir dessus ; l'autre instruit †, mais égaré dans ses principes, a voulu bâtir un édifice sans fondement. L'un a découragé les manufactures en faveur de l'agriculture ; l'autre a découragé l'agriculture en faveur des manufactures ; & le malheur de la France a voulu qu'aucun d'eux n'ait su voir, que le systême de l'Economie politique moderne étoit un systême d'agriculture relative, fondé sur un systême de manufactures ; & que sous ce systême ni l'agriculture ne pouvoit prospérer sans les manufactures, ni les manufactures sans l'agriculture.

Dans les prodigieux nombre des autres hommes qui ont dirigé l'Economie politique

* Le Duc de Sully.

† M. Colbert.

de

[69]

de la France, quelques uns ont marché de loin sur les traces de l'un ou de l'autre des deux hommes, dont je viens de parler, & que malgré leurs erreurs je dois appeler des grands hommes. Mais presque tous ont agi sans principes quelconques & ne se sont succédés les uns aux autres jusqu'à ce jour, que pour fatiguer la nation par des mesures perpétuellement ou fausses ou insignifiantes ; par des changemens continuels soit dans la forme, soit dans les dimensions, soit dans le nombre des canaux de circulation, tantôt de ceux du Fisc & tantôt de ceux de la nation, sans jamais réfléchir que ce ne sont pas les canaux, mais les eaux des canaux qui fertilisent & enrichissent les terres.

Je sens combien ce que je viens de dire doit déplaire. Mais j'ai l'intime conviction de n'avoir rien dit qui ne soit vrai & je ne prends pas garde à autre chose. Je ne demande rien aux hommes, comme je ne crains rien d'eux. Je ne parle ni ne parlerai
jamais

jamais contre les gouvernemens; je les respecte tous, de telle nature qu'ils puissent être; parceque je suis non seulement persuadé, que l'espece humaine pourroit être heureuse sous tous; mais que sous la stricte & inviolable pratique des vrais principes de l'Economie politique les peuples se trouveroient peutêtre plus heureux & aussi libres dans les gouvernemens absolus, que sous toutes les lois fondamentales que les hommes peuvent imaginer dans les gouvernemens limités. Mais taire des vérités importantes au bonheur de masses entieres de mes semblables, pour ménager la vanité ou la réputation de simples individus, morts ou vivans, c'est ce qui ne m'arrivera jamais; & je les dirai ces vérités dans toutes les occasions & à toutes les nations avec fermeté & courage; je m'en suis fait le grand devoir de ma vie; c'est un poste où la Providence m'a placé & que rien au monde ne pourra me faire abandonner.

J'aurois

J'aurois terminé ici ce discours, si ce que j'y ai avancé sur le commerce extérieur ne se trouvoit pas en contradiction manifeste avec les sentimens d'un auteur célèbre*, avec lequel je me suis déjà vu forcé de différer d'opinion dans une autre occasion. Il regarde le commerce extérieur non seulement comme favorable, mais comme nécessaire au développement de la prospérité des nations & par conséquent comme un principe essentiel dans l'Economie politique moderne. † La haute réputation de cet auteur; le grand mérite de son ouvrage à bien des égards & l'autorité, que lui ont acquis ses lumieres, m'interdisent le silence & m'obligent de tracer sa doctrine dans ses fondemens & dans ses conséquences.

C'est la maxime de tout maître de famille, dit il, de ne jamais entreprendre de faire lui même ce qu'il lui couteroit plus cher de faire

* Le Dr. Adam Smith

† In stating the comparative advantages of the different employment of Capitals, Dr. Smith gives to foreign commerce exactly the same rank of degree as is given by the Author of this discourse. P. 13 (See Wealth of Nations Vol. 1. P. 445)

que d'acheter. Le tailleur n'entreprend point de faire ses souliers lui même, mais les achète du cordonnier; le cordonnier n'entreprend point de faire ses habits lui même, mais les fait faire par le tailleur; le fermier n'entreprend de faire lui même ni ses souliers ni ses habits, mais les fait faire par le cordonnier & le tailleur. Tous ensemble trouvent leur intérêt à employer la totalité de leur industrie d'une manière, qui leur donne quelque avantage sur leurs voisins & d'acheter avec une partie du produit de cette industrie tout ce que leurs besoins peuvent exiger.

Or il paroît à l'auteur, que ce qui est prudence dans la conduite de chaque famille particulière ne peut guères être folie dans un grand royaume; & de là il conclut, que si un pays étranger peut nous fournir une commodité à meilleur marché, que nous ne pourrions la faire nous mêmes, il vaut mieux l'acheter de lui avec quelque partie
du

du produit de notre industrie employée d'une manière, qui nous donne quelque avantage. Dans son opinion l'industrie générale d'une nation ne sera point diminuée par là; pas plus que ne l'est l'industrie des artisans ci dessus; elle sera seulement laissée en liberté de trouver la manière la plus avantageuse d'être employée, au lieu d'être dirigée vers des objets, sur lesquels elle ne se feroit pas portée d'elle même.

Mais l'auteur va bien plus loin encore. Il prétend qu'une nation qui entreprend de faire elle même, ce qu'elle peut acheter à meilleur marché chez d'autres nations, diminue nécessairement son industrie générale & voici son raisonnement. L'industrie d'une nation ne peut augmenter que proportionnellement à l'augmentation de ses capitaux & les capitaux d'une nation ne peuvent augmenter que proportionnellement aux épargnes, qu'elle peut sauver sur son revenu. Or selon lui l'effet immédiat de la conduite
L d'une

d'une nation qui fait elle même, ce qu'elle pourroit acheter à meilleur marché chez d'autres nations, est de diminuer les épargnes sur son revenu; & ce qui diminue les épargnes sur le revenu d'une nation doit naturellement diminuer l'accroissement de ses capitaux & par conséquent arrêter ou ralentir les progrès de son travail, de son industrie & de sa prospérité.

Il seroit trop long de discuter la doctrine de l'auteur en opposant raisonnement à raisonnement; je prendrai une méthode plus simple. J'adopterai pour un moment cette doctrine & je l'appliquerai littéralement à l'Economie politique d'une nation qui n'auroit encore point ou presque point de manufactures, pour voir ce qu'elle deviendroit sous de pareils principes; & pour cet effet je choisirai de préférence pour exemple la propre nation de l'auteur, ou pour parler plus exactement, l'Angleterre, l'auteur étant Ecossois.

Avant

Avant le regne d'Edouard III l'Angleterre n'avoit encore point ou presque point de manufactures. Ses principales productions étoient les laines, les cuirs, les peaux, le plomb & l'étain & le véritable établissement de ses manufactures de laines ne date que du regne de ce Prince. Long-tems avant ce tems on travailloit, il est vrai, les laines en Angleterre; comme on les travailloit aussi chez d'autres nations de l'Europe; comme les ont travaillé dans tous les tems les nations les plus reculées mêmes dans leur civilisation; & comme les travaillent aujourd'hui les habitans des Pyrénées & des Alpes.

Ce fut Jean Kemp, flamand de nation, qui le premier porta en 1331 l'art, proprement dit, des manufactures de laines en Angleterre & son exemple fut successivement imité par nombres de ses compatriotes. Dans les lettres de protection, que Edouard III accorda à Jean Kemp, il fut expressément

L 2

stipulé,

stipulé, que ce manufacturier feroit venir des ouvriers experts de son pays & qu'il enseigneroit son art aux nationaux. Or comme il auroit été absurde d'exiger d'un étranger d'enseigner aux Anglois un art, qu'ils auroient déjà connu; il est clair, que les manufactures de laines, proprement dites, n'ont point existé en Angleterre avant l'année 1331 & que ce sont les manufactures de laines introduites à cette époque par les flamans & non les étoffes informes, qu'on fabriquoit avant le regne d'Edouard III qui ont été transmises, perfectionnées & multipliées de génération en génération & qui sont devenues la grande & la principale base de la prospérité de l'Angleterre.

L'Angleterre vendoit aux étrangers ses laines, ses cuirs, ses peaux, son plomb & son étain & achetoit d'eux avec le prix de ces productions les manufactures, dont elle avoit besoin & dans le nombre desquelles étoient les étoffes de laines des Pays Bas, que

que les Anglois ne favoient pas fabriquer & dont il n'existoit aucune manufacture en Angleterre. Il est certain, que l'Angleterre pouvoit se procurer ces étoffes de laines dans les manufactures des Pays Bas depuis longtemps subsistantes, avec le prix d'une moindre quantité de laines, de cuirs, de plomb & d'étain, c'est à dire, avec une moindre partie de son revenu, qu'elle ne pouvoit les acheter dans ses manufactures naissantes. Cependant elle préféra de faire elle même & de payer plus cher chez elle, ce qu'elle auroit pu continuer à acheter à meilleur marché chez les étrangers.

Dans les principes de l'auteur l'Angleterre a eu manifestement tort d'introduire chez elle les manufactures de laines des Pays Bas. Elle n'auroit jamais dû entreprendre de faire elle même ce qu'elle pouvoit acheter à meilleur marché chez les autres; elle n'auroit jamais dû diriger ses capitaux vers des objets, sur lesquels ils ne se seroient point portés

portés d'eux mêmes; en un mot, elle n'auroit jamais dû détourner son industrie de la manière la plus avantageuse d'être employée, c'est à dire, d'être employée à multiplier les laines, les cuirs, les peaux, le plomb & l'étain, qui formoient ses productions naturelles & par conséquent les objets les plus avantageux pour l'emploi de ses capitaux. Car si les principes de l'auteur ne sont pas vrais dans tous les cas, ils ne le sont dans aucun. Mais il faut voir, à quel degré de richesse & de population un pareil système d'Economic politique auroit été capable d'élever la prospérité de l'Angleterre.

En comptant les différentes sortes d'étoffes de laines les unes dans les autres, on estime la valeur des laines quadruplée, lorsqu'elles sont converties en manufactures. Or je suppose, que les laines auroient été la principale production, avec laquelle ou avec le prix de laquelle l'Angleterre auroit acheté ses étoffes de laines dans les manufactures étrangères;
& que

& que ses cuirs, ses peaux, son plomb & son étain, avec d'autres productions moins importantes, que son territoire pouvoit encore lui fournir, auroient servi à lui procurer le surplus des nécessités & des commodités de la vie, qu'elle n'auroit point manufacturé chez elle & que dans les principes de l'auteur elle devoit acheter chez les nations qui en possédoient les manufactures.

Pour se procurer ses étoffes de laines dans les manufactures étrangères, ou ce qui est la même chose, pour faire fabriquer ses étoffes de laines dans les manufactures étrangères, l'Angleterre auroit donc été obligée de fournir pour cette fabrication une quantité de laines quadruple de celle, qu'elle auroit eu à fournir pour faire fabriquer ces mêmes étoffes de laines dans ses propres manufactures. Car dans ses propres manufactures la fabrication de ces étoffes de laines n'auroit exigé précisément que la quantité de laines que les étoffes auroient contenue.

Ainsi

[80]

Ainsi pour faire fabriquer ses étoffes de laines dans les manufactures étrangères, l'Angleterre auroit été dans la nécessité de nourrir trois fois plus de moutons & de vouer à leur nourriture trois fois plus de terres en paturages, que n'en auroient exigé ses propres manufactures. Les manufactures de laines étrangères auroient donc laissé l'Angleterre avec beaucoup moins de terres arables & par conséquent avec beaucoup moins de grains & de subsistance que ses propres manufactures; sans compter les laines, qu'elle auroit été obligé de se donner au de là de la proportion, qu'auroient exigé les étoffes de laines étrangères, pour se procurer chez les autres nations le complément des nécessités & des commodités de la vie, que ses cuirs, ses peaux, son plomb & son étain n'auroient pas suffi à payer.

Or la subsistance est le revenu fondamental de toute nation; la source & la mesure de tous les autres revenus; la puissance qui
les

[81]

les crée tous; & le revenu total d'une nation, c'est à dire, la masse totale de ses productions naturelles & artificielles, toutes choses égales, est nécessairement en raison directe de la masse de sa subsistance. Et comme le revenu d'une nation forme sa richesse, il est manifeste, que l'Angleterre, en achetant ses étoffes de laines dans les manufactures étrangères, au lieu de les fabriquer elle même, bien loin de favoriser par là l'augmentation de son revenu, de sa richesse & de ses capitaux, auroit au contraire diminué ce revenu, cette richesse & ces capitaux dans la même proportion, qu'elle auroit diminué sa subsistance.

Comme la subsistance est aussi la source & la mesure de la population des nations; il est clair, que l'Angleterre, en se procurant ses étoffes de laines de préférence dans les manufactures étrangères, au lieu d'en introduire la fabrication chez elle, auroit affoibli sa population dans la même proportion,
M qu'elle

[82]

qu'elle auroit affoibli sa richesse. Et comme la richesse & la population font les élémens qui constituent la prospérité des nations; il est manifeste, que sous les principes de l'auteur l'Angleterre n'auroit jamais pu s'élever à la même richesse, à la même population & par conséquent à la même prospérité, dont l'introduction des manufactures de laines chez elle l'a rendue susceptible.

L'Auteur objectera peut-être que l'Angleterre possédant les laines, il étoit naturel qu'elle cherchât à établir chez elle toutes les manufactures qui avoient cette matière première pour base, ou ce qui est la même chose, que les manufactures de laines de toute espèce formoient l'objet naturel de l'emploi de son industrie & de ses capitaux. Quoique cela ne résulte pas clairement de sa doctrine; il faut voir ce que l'Angleterre auroit eu à attendre de ses principes dans une situation plus avancée, que celle où elle étoit sous le règne de Edouard III; & pour cet effet

[83]

effet je vais la prendre sous celui de Charles II. Sous ce règne les manufactures de laines de l'Angleterre étoient florissantes; mais ses autres manufactures étoient encore pour ainsi dire toutes dans un état informe & même beaucoup de manufactures capitales, que les autres nations de l'Europe & particulièrement la France possédoient dans un grand degré de perfection, n'existoient point encore chez elle.

Il est incontestable, que les manufactures de laines de l'Angleterre l'emportoient dans ce tems sur celles de toutes les autres nations de l'Europe; par conséquent dans les principes de l'auteur elles formoient l'objet le plus naturel & le plus avantageux de l'emploi de son industrie & de ses capitaux. Il est également vrai, que l'Angleterre pouvoit se procurer les articles de presque toutes les autres manufactures à meilleur marché chez les autres nations, qu'elle ne pouvoit les fabriquer elle-même; par conséquent

M 2

dans

[84]

dans les mêmes principes elle a eu tort de les manufacturer chez elle & de ne pas préférer de les acheter dans les manufactures étrangères avec le produit de ses manufactures de laines.

Cependant l'Angleterre a tenu une conduite bien opposée. A la Révocation de l'Edit de Nantes elle a accueilli à bras ouverts les industrieux François, que l'intolérance avoit chassé de leur patrie; & ces François ont non seulement perfectionné une partie de ses manufactures, alors peu avancées encore; mais ils lui ont apporté les manufactures importantes du ver, des chapeaux, de la plupart des étoffes de soye, du papier, du canevas & des toiles à voiles, qui n'étoient point encore établies chez elle & dont elle en a su porter quelques unes à une si grande perfection.

Depuis ce moment l'Angleterre a renoncé au commerce de la France, que tous les

Ecrivains

[85]

Ecrivains éclairés & le Sénat même de la nation avoient prononcé ruineux; elle a préféré de faire & de payer plus cher chez elle ce qu'elle auroit pu se procurer à meilleur marché ailleurs; & l'opinion générale est, que c'est de cette époque qu'il faut dater le développement de sa prospérité.

L'opinion de l'auteur au contraire est, ou ce qui est la même chose, il résulte de ses principes, que l'Angleterre auroit favorisé sa prospérité bien plus efficacement, si elle n'avoit jamais entrepris elle même, ni les manufactures qu'elle avoit graduellement introduit chez elle depuis le regne de la Reine Elisabeth, ni celles qu'elle avoit reçu des mains des François après la Révocation de l'Edit de Nantes; parce qu'alors, en ne dirigeant point son industrie vers des objets, sur lesquels elle ne se feroit point porté d'elle même, elle ne l'auroit point détourné de la manière la plus avantageuse d'être employée, & en achetant dans l'étranger ce

3

qu'il

qu'il lui coutoit plus cher de faire chez elle, elle se feroit ménagé des épargnes sur son revenu capables d'accroître la masse de ses capitaux dans une proportion bien plus grande, que ne pouvoit l'admettre le système qu'elle a adopté.

Deux mots vont je crois montrer, duquel des deux systèmes devoit nécessairement résulter une plus grande & une plus solide prospérité, de celui de l'auteur ou de celui que l'Angleterre a suivi.

Il est évident, que sous le système de l'auteur l'industrie & les capitaux de l'Angleterre se feroient portés dans une prodigieuse proportion sur les manufactures de laines, puisque c'est principalement avec le produit de ces manufactures, que l'Angleterre auroit payé dans l'étranger l'universalité des commodités qui lui auroient manqué. Or sur le pied de l'immense consommation que l'Angleterre fait dans ces commodités

modités, on peut je crois supposer sans craindre d'être taxé d'exagération, que leur masse totale dans toutes les branches auroit considérablement excédé en valeur la masse totale des étoffes de laines de toute espèce, que l'Angleterre manufacture actuellement, tant pour sa propre consommation, que pour celle des autres nations; ou ce qui est la même chose, que l'Angleterre, pour se conformer aux principes de l'auteur, auroit été obligée de doubler au moins le produit actuel de ses manufactures de laines.

Sous le système de l'auteur l'Angleterre auroit donc été réduite à la nécessité de doubler au moins le nombre de ses moutons & la quantité de ses paturages; par conséquent d'affoiblir proportionnellement la masse de sa subsistance & avec elle sa richesse, sa population & sa prospérité. Et quand on supposeroit contre toute vraisemblance, que sous ce système l'Angleterre n'auroit jamais pu être réduite à la nécessité de doubler le produit

produit actuel de ses manufactures de laines, pour se procurer dans l'étranger les nécessités & les commodités de la vie de toute espèce qui lui auroient manqué ; il resteroit toujours vrai de dire, que dans tous les cas, c'est à dire, dans toute autre proportion ce système auroit nécessairement laissé à l'Angleterre moins de subsistance & par conséquent moins de moyens de prospérité, que le système qu'elle a préféré.

Mais du système de l'auteur auroit non seulement résulté une moindre prospérité pour l'Angleterre, mais une prospérité infiniment moins solide. Il est évident, que ce système, en dirigeant tant d'industrie & tant de capitaux vers les seules manufactures de laines & en bannissant toute autre manufacture, auroit laissé tout à la fois les manufacturiers & la nation dans une situation continuellement précaire pour leurs besoins, par les inévitables révolutions auxquelles est sujet le commerce extérieur. Car une

dimi-

diminution dans ce commerce auroit eu nécessairement deux conséquences fatales ; la première, de mettre des manufacturiers hors de travail dans les manufactures de laines ; la seconde, de priver la nation de ses besoins dans les nécessités & les commodités de la vie, qu'elle auroit été dans l'habitude de se procurer dans l'étranger en échange de ses manufactures de laines.

Les manufacturiers mis hors de travail dans les manufactures de laines & hors d'état de pouvoir vouer leur industrie à quelque autre genre de manufactures, parcequ'ils n'en auroient point vu devant leurs yeux, auroient été forcés de s'expatrier pour ne point périr de misère & la nation, pour se procurer sa suffisance dans les nécessités & les commodités de la vie, qu'elle n'auroit plus trouvé dans l'étranger, auroit été obligée d'en introduire chez elle les manufactures ; & comme une pareille révolution seroit tôt ou tard arrivée, il est manifeste,

N

que

que tôt ou tard le système de l'auteur se feroit détruit lui même par ses propres vices, pour faire place au vrai système, sur lequel il auroit voulu s'arroger la supériorité; avec cette différence que l'introduction des manufactures, au lieu d'avoir eu son principe dans une détermination libre & réfléchie, auroit été l'effet forcé & précipité d'une calamité.

Le grand principe sur lequel pose tout le système de l'auteur est, que l'industrie d'une nation ne doit jamais être détournée, ni directement ni indirectement, de l'emploi le plus avantageux, dans telle proportion qu'elle puisse s'y porter; & que ce n'est que dans ce plus avantageux emploi de son industrie, qu'une nation doit continuellement puiser ses besoins & sa prospérité.

Mais élever un système d'Economie politique sur une base pareille est nécessairement supposer, que ce qui est l'emploi le plus avan-

avantageux de l'industrie d'une nation dans un tems reste l'emploi le plus avantageux à perpétuité; car sans cela il est manifeste, ^{A Nation} que prescrire à une nation d'y diriger ou d'y ^{course en} laisser aller indéfiniment son industrie, feroit ^{le plus facile} vouloir exposer cette industrie à tous les mal- ^{D. Smith} heurs, qu'amèneroit avec lui le moment fa- ^{to prove it} tal, où l'emploi cesseroit d'être le plus avantageux.

Or il est incontestable, que dans le commerce extérieur une nation ne peut jamais offrir chez elle à l'industrie un emploi à perpétuité le plus avantageux, par la raison que ce commerce est sujet à des variations continuelles & souvent si subites, que l'emploi le plus avantageux de l'industrie d'une nation peut dans un instant même cesser d'être tel; cependant c'est précisément dans le commerce extérieur, que l'auteur veut que les nations fassent le grand usage de son système.

L'Erreur de l'auteur, s'il m'est permis de m'exprimer ainsi, a eu son principe dans la manière, dont il a vu que les différens artisans d'une nation pourvoyent à leurs besoins; c'est de là qu'il a tiré les matériaux de son système. Mais dans cette manière de voir il a totalement perdu de vue la condition la plus essentiellement requise dans toute comparaison; la parfaite similitude entre les choses comparées; & il semble que la moindre réflexion auroit dû faire appercevoir à un homme de son discernement, que cette parfaite similitude non seulement n'existe point dans sa comparaison, mais qu'il y a au contraire dans les circonstances comparées une différence totale entre une nation & ses artisans.

L'Artisan n'a pas le pouvoir d'exercer à la fois tous les métiers & la nation l'a. Ce n'est pas volontairement & parcequ'il y trouve son intérêt, que l'artisan se procure une partie de ses besoins chez les autres,
mais

mais parce qu'il y est forcé & la nation ne l'est point. Car si l'artisan avoit le pouvoir, comme la nation, d'exercer à la fois tous les métiers, il seroit alors autant de son intérêt de ne jamais rien acheter chez les autres, que dans l'ordre actuel des choses il est de son intérêt de ne jamais acheter chez les autres la commodité de son métier.

Le commerce extérieur a encore paru à l'auteur d'une grande importance sous un autre point de vue. Il le regrade comme le débouché indispensable du superflu d'une nation, c'est à dire, des productions naturelles & artificielles, que la consommation de la nation ne peut pas absorber; & en cela il ne fait que suivre l'opinion de tous ceux qui ont écrit sur l'Economie politique.

Mais une nation n'a du superflu qu'autant qu'elle le veut & sous le vrai système de l'agriculture relative, fondé sur un système de manufactures, je ne connois aucun principe

cipe qui oblige nécessairement une nation de s'en donner, dans tel genre de productions que ce puisse être, avant qu'elle soit arrivée d'elle même à son dernier degré de prospérité. Il est au contraire évident, que dans une nation entièrement concentrée en elle même & qui par conséquent ne développeroit sa prospérité que de ses seules forces, les cultivateurs & les manufacturiers auroient un intérêt continuel de ne jamais multiplier leurs productions au de là des besoins de la nation.

Dans l'état actuel & arriéré des nations de l'Europe, ce n'est pas le superflu qui commande le commerce extérieur; c'est au contraire le commerce extérieur qui commande le superflu; & le superflu même de subsistance, que j'ai regardé dans une autre place comme un moyen d'affurer à une nation sa pleine suffisance, n'est qu'un remède dans la maladie & ne doit point être considéré comme un principe réel & permanent dans
l'Eco-

l'Economie politique. Car il n'y a pas une seule nation en Europe, si l'on excepte la Hollande, qui ne put s'exempter & pour laquelle par conséquent il ne soit honteux de vivre sur une subsistance étrangère.

Dans les vrais principes une nation ne devrait jamais se donner du superflu, ni par conséquent entreprendre le commerce extérieur, qu'elle n'eût préalablement élevé son commerce intérieur de ses propres forces, c'est à dire, par ses propres consommateurs à un degré d'étendue capable de le mettre en parfaite sûreté contre les révolutions du commerce extérieur; & ce degré d'étendue préalablement à donner au commerce intérieur ne devrait pas rester beaucoup au dessous des derniers termes de toute augmentation possible.

Car plus le commerce intérieur d'une nation seroit grand au moment, où elle commenceroit à entreprendre le commerce extérieur,

rieur, moins il feroit affecté par les variations défavorables de ce commerce; par les vides que la diminution ou la cessation causent dans l'industrie nationale & par conséquent plus l'agriculture, les manufactures, la population & la prospérité de la nation resteroient solidement assurées.

Si la Chine dans son état présent, c'est à dire, avec un commerce intérieur arrivé aux derniers termes de toute augmentation possible, prenoit enfin la résolution d'adopter un système de commerce extérieur & de donner à ce commerce l'immense étendue dont il feroit susceptible; dans toutes les révolutions, que ce commerce subiroit par la suite, dans toutes ses diminutions, dans sa cessation même totale; le commerce intérieur actuel de la Chine, c'est à dire, son agriculture, ses manufactures, sa population & sa prospérité actuelles resteroient invariablement les mêmes, parceque dans leur développement préalable elle auroit tout dû à ses propres

propres forces & rien au commerce extérieur.

Mais le cas est totalement différent, lorsqu'une nation entreprend le commerce extérieur déjà dans l'enfance, ou du moins dans un état encore peu avancé de son commerce intérieur. Sous un pareil système ce n'est point de ses seules forces & par ses propres consommateurs, mais par des forces auxiliaires combinées avec les siennes, c'est à dire, par des consommateurs étrangers réunis aux siens que la nation cherche à développer son commerce intérieur, ou ce qui est la même chose, son agriculture, ses manufactures, sa population & sa prospérité. Dès lors il faut nécessairement, que son commerce intérieur subisse toutes les variations du commerce extérieur, qu'il s'élève & s'abaisse avec lui; en un mot, que l'agriculture, les manufactures, la population & la prospérité de la nation ne soient continue-
O nuelle-

nuellement que ce que le commerce extérieur les fait être.

Si dans ce mode de développement de la prospérité des nations les consommateurs étrangers d'une nation augmentoient leurs besoins & leur consommation dans une progression continuellement croissante; il est incontestable, qu'ils augmenteroient dans la même progression son commerce intérieur & que sous des circonstances aussi favorables l'agriculture, les manufactures, la population & la prospérité de la nation arriveroient tôt ou tard aux derniers termes de toute augmentation possible.

Mais si, après avoir porté le commerce intérieur de la nation aux derniers termes de toute augmentation possible, les consommateurs étrangers diminuoient leurs besoins & leur consommation dans une progression continuellement décroissante, il est incontestable, qu'ils diminueroient dans la même pro-

gression le commerce intérieur & que sous des circonstances aussi défavorables l'agriculture, les manufactures, la population & la prospérité de la nation retomberoient tôt ou tard au même ou presque au même point, où le commerce extérieur les auroit pris dans l'origine.

Voilà le commerce extérieur fidèlement représenté sous le plus grand bien & le plus grand mal, qu'il est capable de faire au commerce intérieur & par conséquent à l'agriculture, aux manufactures, à la population & à la prospérité des nations; les autres degrés de bien ou de mal, qu'il peut leur causer, sont nécessairement des modifications plus ou moins rapprochées de ces deux degrés extrêmes.

Entre telles nations que le commerce extérieur puisse avoir lieu, dit l'auteur que j'ai en vue, il leur procure deux avantages distincts; il les débarrasse du superflu des productions

ductions de leur travail & de leur industrie, pour lequel il n'y a point de demande chez elles & il leur apporte en retour quelque chose qui est en demande. Il donne une valeur à leurs superfluités en les échangeant contre quelque chose qui peut satisfaire leurs besoins & augmenter leurs jouissances. Voilà les grands & les importants services, que le commerce extérieur est continuellement occupé à rendre à toutes les nations, entre lesquelles il a lieu.

Cela est parfaitement bien; mais l'auteur n'a dit que la moitié de ce qu'il auroit dû dire sur un sujet d'une conséquence aussi sérieuse dans l'Economy politique & sa première assertion auroit dû être immédiatement suivie de cette seconde: Mais aussi entre telles nations que le commerce extérieur puisse avoir lieu; si des événemens imprévus & inattendus viennent à l'interrompre, il cause au moins à l'une d'elles deux

bras

bras le surplus des productions de son travail & de son industrie, pour lequel il n'y a point de demande chez elle & il ne lui apporte plus les choses qui sont en demande. Il ôte toute valeur à ses superfluités & décourage nécessairement son commerce intérieur, c'est à dire, son agriculture, ses manufactures, sa population & sa prospérité au moins dans la pleine proportion de la masse de ces superfluités. Voilà les funestes déservices, dont le commerce extérieur menace continuellement toutes les nations, entre lesquelles il a lieu,

Si l'agriculture d'une nation doit être regardé comme l'incontestable mesure de son commerce intérieur; & si le commerce intérieur d'une nation doit être regardé comme l'incontestable mesure de sa vraie prospérité; l'état imparfait de l'agriculture de toutes les nations de l'Europe ne prouve que trop, que le commerce intérieur & la vraie prospérité de ces nations ont ressenti les conséquences

du

du commerce extérieur bien plus sous l'influence de ses désservices que sous celle de ses services.

Une nation qui entreprend le développement de sa prospérité par le commerce extérieur, comparée à une nation qui entreprend le développement de la sienne par le commerce intérieur, est comme un homme qui entreprend une grande route sous la conduite d'un guide infidèle, comparé à un homme qui la boussole à la main entreprend & poursuit sa route tout seul. Dans le premier cas la nation & l'homme sont continuellement en danger d'être laissés en chemin & de se voir forcés de rétrograder vers le même point, d'où ils étoient partis. Dans le second cas rien ne peut empêcher la nation & l'homme d'arriver imperturbablement à leur destination.

Depuis un siècle l'Angleterre vante son commerce extérieur. Les ministres dans

le

le Sénat & les auteurs dans leurs Ecrits n'ont cessé d'en magnifier la grandeur & de période en période des tableaux pompeux l'ont présenté à l'orgueil de la nation dans toute la splendeur de ses progrès. Mais que doivent en définitif les Isles Britanniques à ce prodigieux commerce? Qu'a-t-il fait pour leur vraie prospérité? L'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande qu'étoient elles il y a un siècle & que sont elles aujourd'hui? Je vais tâcher de donner une solution à cette question aussi succinctement que je le pourrai & aussi probablement que la nature des choses peut l'admettre.

Si je dis que dans son état présent l'Angleterre a un quart de son territoire en friche; la moitié de ses terres en culture mal cultivées & une population de moitié au dessous de celle, que son territoire seroit capable de maintenir, je dois croire qu'aucun de ces trois faits ne sera révoqué en doute. Et si je suppose qu'à l'époque de la Révolution

l'Angle-

L'Angleterre avoit la moitié de son territoire en friche ; les trois quart de ses terres en culture mal cultivées & une population aussi grande qu'aujourd'hui ; je pense qu'on regardera les deux premières suppositions plutôt comme exagérées & la troisième comme un milieu raisonnable entre les opinions outrées en plus & en moins.

Il est incontestable, qu'à l'époque de la Révolution les terres de l'Angleterre produisoient considérablement moins de subsistance qu'à présent ; & cette circonstance semble d'abord ne pas permettre de supposer l'Angleterre également peuplée dans les deux tems. Mais en ajoutant à l'un des deux membres de l'équation la subsistance continuellement importée & la grande frugalité avec laquelle on la consommoit en nourriture pour les hommes ; & en retranchant de l'autre la subsistance continuellement exportée & la prodigieuse prodigalité avec laquelle elle est consommée en boissons fermentées

& spiritueuses, & en nourriture pour les animaux ; on concevra la possibilité d'une population égale aux deux époques malgré la différence dans le produit des terres.

En partant de ces deux situations de l'Angleterre & en défalquant l'une de l'autre, le résidu de cette soustraction donnera le défrichement d'un quart de son territoire ; une meilleure culture à un quart de ses terres cultivées, mais rien pour sa population. Voilà ce que l'énorme commerce extérieur de l'Angleterre a été capable d'ajouter à sa vraie prospérité dans le cours de tout un siècle.

Je ne fais point entrer dans le gain de l'Angleterre l'immense accroissement dans sa richesse nominale & dans ses manufactures ; car lorsque l'accroissement dans la richesse nominale & dans les manufactures d'une nation n'a point opéré un accroissement proportionné dans son agriculture & dans sa

population; loin de l'envisager comme un bien pour elle, je le regarde au contraire comme la plus incontestable preuve d'un grand désordre dans son Economie politique, ainsi que je le ferai voir clairement en son tems.

Je me persuade que ce résultat du commerce extérieur de l'Angleterre ne se présentera à l'esprit de personne comme merveilleux & digne d'admiration. Le défrichement d'un quart de son territoire & une meilleure culture à un quart de ses terres cultivées, sommés ensemble, ne donnent certainement pas une quantité de prospérité bien considérable, pour avoir été l'ouvrage d'un siècle entier; & l'Angleterre n'auroit pas grand sujet de célébrer la puissance de son commerce extérieur, quand il n'y auroit même rien à rabattre de cette quantité de prospérité.

Mais

Mais quels sacrifices ce gain de l'Angleterre n'a-t-il pas coûté à l'Ecosse & à l'Irlande? & qu'elle dureté l'Angleterre n'a-t-elle pas été obligé d'exercer envers ces deux membres de son corps pour se procurer & se conserver ce foible gain?

Pour se procurer & se conserver le gain du défrichement d'un quart de son territoire & d'une meilleure culture à un quart de ses terres cultivées, il a fallu que l'Angleterre tint l'Irlande dans la plus grande oppression & pour ainsi dire dans l'état sauvage de la nature; il a fallu qu'un peuple actif & industrieux gémit dans l'oïveté & montrat à peine l'empreinte des premières traces de la civilisation. Il a fallu que l'Ecosse restat presque sans protection & dans une situation languissante au milieu des plus riches dispensations de la Providence; il a fallu qu'il existat dans ce royaume des hommes réduits à la nécessité de vivre en partie sur l'écorce des arbres & de tirer à leurs animaux, pé-

P 2

rissant

rissant presque de faim eux mêmes, non du lait, mais du sang pour nourrir & conserver en vie des enfans, que les mamelles des meres, taries par la misere, ne pouvoient pas sustenter. Spectacle affreux ! dont tout récemment encore un citoyen, digne de l'estime & de la reconnoissance publiques, a été le malheureux témoin oculaire*.

Voilà ce que l'Angleterre, exaltée sur le trône resplendissant de son commerce extérieur, a pu voir du haut de sa gloire en portant ses regards sur ses freres, d'un côté au de là d'un petit bras de mer & de l'autre au de là de la Tweede ; & voilà le système qu'a osé lui inspirer un Ecrivain †, dont la haute réputation s'est perpétuée jusqu'à ce moment & qu'on cite, non avec indignation, mais comme un oracle dans l'Economie politique.

* M. Knox.

† Le Dr. D'Avenant.

Personne

Personne ne contestera sans doute, que sans l'insensibilité de l'Angleterre envers l'Ecosse & l'Irlande ces deux royaumes n'eussent fait dans le cours d'un siècle, dans leur agriculture & dans leur population, des progrès quelconques au de là de ceux, qu'il leur a été permis ou qu'ils ont été capables de faire ; & personne ne trouvera sans doute, que c'est compter trop haut que de supposer, qu'ils auroient actuellement chacun un huitieme de plus de leurs territoires défriché, un huitieme de plus de leurs terres en culture mieux cultivé & un huitieme de plus en population.

Or en donnant à chacun des deux royaumes deux millions de population & en les estimant ensemble à peu près égaux en étendue à l'Angleterre, d'après l'amésurement publié par un auteur Anglois de réputation* ; le défrichement des deux huitiemes

* M. Templemann.

de

de leurs territoires ; la meilleure culture aux deux huitiemes de leurs terres cultivées & les deux huitiemes en population représenteroient précisément le défrichement du quart du territoire de l'Angleterre ; la meilleure culture au quart de ses terres cultivées & un demi million de population de plus dans les Iles Britanniques.

Si la situation dans laquelle j'ai placé l'Angleterre à la Révolution & celle dans laquelle je la place aujourd'hui, relativement à son agriculture & à sa population, sont fondées en probabilité ; & s'il n'est pas possible d'apprécier plus bas que je n'ai fait les maux que le commerce extérieur de l'Angleterre a causé à l'Ecosse & à l'Irlande ; il résulteroit de mon calcul, dans lequel j'ai eu principalement en vue de faire voir, de quelle maniere les nations doivent mesurer les progrès de leur prospérité ; il résulteroit dis je de mon calcul ; qu'en défalquant de la quantité de vraie prospérité, que l'Angleterre

terre

terre a gagné dans le cours d'un siecle par son commerce extérieur, la quantité de vraie prospérité, que dans le cours du même siecle elle a fait perdre à l'Ecosse & à l'Irlande ; il ne resteroit non seulement rien en vraie prospérité aux Iles Britanniques en général, mais que le commerce extérieur de l'Angleterre les auroit privées d'un demi million en population.

Car encore une fois je ne compte pour rien dans l'évaluation de la prospérité de l'Angleterre l'or & l'argent, que les balances de son commerce extérieur ont amoncelé chez elle. Comme la vraie destination de cet or & de cet argent devoit être d'augmenter proportionnellement l'agriculture & la population ; dès qu'ils n'ont rien fait pour la population & si peu pour l'agriculture, ils n'ont rempli leurs fonctions qu'imparfaitement & l'Angleterre ne leur doit presque rien pour sa vraie prospérité. Elle leur doit d'avoir pu corrompre les mœurs & par la

corruption de ses mœurs mettre en danger sa constitution. Elle leur doit d'avoir pu contracter une dette monstrueuse ; d'avoir pu soudoyer & maintenir sur pied des armées mercenaires ; d'avoir pu équiper des flottes formidables & d'avoir pu braver les autres nations sur toutes les mers du globe.

Mais une pareille puissance n'est point prospérité dans les vrais principes, parcequ'elle ne pose point sur les fondemens d'une vraie prospérité. C'est un arbre qui n'a ses racines qu'à la superficie de la terre & que les accidens renversent facilement. C'est le genre de prospérité & de puissance qu'a eu & que n'a plus Venise ; c'est le genre de prospérité & de puissance qu'a eu & que n'a plus la Hollande ; & c'est ainsi que disparaîtront toute prospérité & toute puissance qui n'auront de base que dans le commerce extérieur.

Si

Si à l'époque de la Révolution l'Angleterre avoit donné à son commerce intérieur la même attention & les mêmes encouragemens, qu'elle a prodigués à son commerce extérieur ; si elle avoit introduit & favorisé le même système en Irlande & à l'époque de l'Union en Ecosse ; si l'Economie politique des trois royaumes avoit été invariablement conduite sur les principes de ce système ; dans ce moment l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande montreroient entre elles une population de vingt cinq millions d'ames & il ne resteroit pas un pouce de terres cultivables en friche dans toute l'étendue des trois territoires. Sous ce haut degré de prospérité, & sous leur sublime constitution politique, les Iles Britanniques présenteroient au monde le plus grand de tous les spectacles, celui de l'espece humaine dans son vrai bonheur & dans sa vraie gloire ; & l'Angleterre ne présenteroit pas à l'Europe celui d'un jeune *

* M. Pitt.

Q

ministre

ministre absorbé par l'inutile soin de rapiecer de tous les cotés une machine en désordre & qui a besoin d'être remise à neuf.

Je n'ai nul doute, que les réflexions libres que renferment mes Ecrits sur l'état actuel de l'Angleterre ne m'ayent attiré du ressentiment & j'en ai une preuve non équivoque dans le jugement mal honnête & infidèle, qu'ont porté de mon discours sur la population & de sa dédicace les Rédacteurs du Critical Review. Mais dans le fond qu'ai je dit? j'ai dit que l'Angleterre étoit sérieusement malade & rien n'est plus vrai; j'ai dit que ses maux étoient tous parfaitement guérissables, mais pas sous le régime dont on la tourmente aujourd'huy & je démontrerois l'un & l'autre; je dis de plus, que tous ceux qui la flattent dans sa situation présente, soit en ne lui voyant point de maux, soit en ne lui voyant que des maux ordinaires & faciles à surmonter, la trompent & lui rendroient le plus funeste service s'ils pouvoient réussir à l'en-

l'endormir dans cette illusion. Et si l'homme, qui dans les vues les plus pures ose dire aux nations des vérités dures, mais utiles, se rend repréhensible, je m'avoue d'autant plus coupable de ce tort, qu'il n'y a pas apparence que je m'en corrige si tôt.

La Grande Bretagne & la France viennent de contracter entre elles un Traité de commerce pour douze ans. Mon intention n'est pas d'entrer dans les détails de ce Traité & de l'analyser sous ses rapports mercantils; cela me mèneroit trop au de là des bornes que j'ai fixé à ce discours. Je ferai seulement quelques observations très générales sur la nature & les conséquences probables d'un pareil Traité; & dans ces observations j'oublierai l'Ecosse & l'Irlande, pour ne considérer que l'Angleterre qui vraisemblablement fournira elle seule aux quatrevingt dix neuf centièmes du nouveau commerce.

* Combiner un Traité de commerce égal entre deux nations, dont l'une a une population de vingt quatre millions d'ames & l'autre de six millions, & dont chacune admet chez elle une très grande proportion des productions du travail & de l'industrie de l'autre, doit être regardé comme le cas irrésoluble de l'algèbre, ou du moins comme moralement impossible; quand même on supposeroit aux deux nations la plus sincère intention de ne vouloir prendre aucun avantage l'une sur l'autre & aux négociateurs de part & d'autre la plus profonde connoissance dans les calculs de ce genre de combinaisons; & je dois croire que personne ne contredira cette assertion.

Or le cas que je viens de supposer est précisément celui du Traité de commerce entre l'Angleterre & la France. On doit donc être certain, que l'une ou l'autre des deux nations se trouvera lésée par ce Traité. Je n'entreprendrai point de décider laquelle des deux

deux ce fera; l'expérience ne fera pas bien long-tems à le prononcer elle même & en attendant je veux regarder les deux cas comme également possibles & les tracer en deux mots dans leurs suites naturelles.

Si dans l'événement le Traité se montreroit défavantageux à la France, il est évident, qu'il l'appauvriroit dans sa richesse nominale, dans sa richesse réelle, dans sa population & dans sa prospérité en raison exacte du montant des balances qu'il lui couteroit; & que par ce Traité les négociateurs François se trouveroient avoir restitué à l'Angleterre en tout ou en partie le commerce, que la France lui a fait perdre, en aidant à ses colonies sur le continent de l'Amérique septentrionale à se détacher de sa domination, ou ce qui est la même chose, que ces négociateurs auroient lié la France par un engagement formel à favoriser pendant douze ans

la

la prospérité de l'Angleterre aux dépens & à la ruine de la sienne.

Si dans cet état des choses la France restoit fidelle aux conditions du Traité jusqu'à l'expiration du terme fixé à sa durée, il est incontestable, qu'à la fin de ce terme l'Angleterre lui auroit eu l'obligation de douze années de progrès dans ses manufactures, dans son agriculture & dans sa population. Mais comme à la treizieme année le commerce de la France avec l'Angleterre cesseroit totalement, il est évident, que l'Angleterre ne pourroit se conserver la prospérité, qu'elle auroit acquise par ce commerce, qu'en remplaçant les consommateurs François par d'autres consommateurs; & qu'à défaut de ce remplacement elle verroit non seulement disparaître les douze années de progrès dans son agriculture, dans ses manufactures & dans sa population, qu'elle auroit dûs à son Traité de commerce avec la France, mais qu'en définitif ce Traité l'au-

roit réduit sous tous les rapports à une situation pire, que celle où elle étoit avant de l'avoir fait.

Mais je pense qu'il n'y auroit personne d'assez confident en Angleterre pour croire, que la France adhérerait scrupuleusement jusqu'à la fin aux stipulations d'un Traité, que deux ou trois ans d'expérience lui auroient démontré si manifestement contraire à ses intérêts dans le dehors & si ruineux pour elle dans le dedans. Je suis au contraire persuadé que tout le monde seroit convaincu, que le salut de l'Etat l'emporteroit chez elle sur toute autre considération, & qu'elle chercheroit, je ne dis pas à rompre, mais à éluder par tous les expédiens possibles & justifiables un Traité qu'elle auroit trouvé si funeste pour elle dans ses conséquences.

Quel parti prendroit alors l'Angleterre? Pour se faire justice déclareroit elle la guerre à la France? cela s'accorderoit il avec sa situation

tuation & n'est il pas probable, qu'elle se trouveroit forcée de souffrir les coups que la France lui porteroit & qui lui deviendroient d'autant plus sensibles, qu'ils frapperoient presque immédiatement sur une plaie encore toute ouverte & saignante ? Car les capitaux, que la grande diminution de son commerce avec l'Amérique septentrionale avoit laissés inactifs & morts, se feroient dirigés en grande proportion vers le commerce de la France, & la cessation subite de ce commerce les auroit de nouveau laissés sans emploi ; sans compter les torts que l'Angleterre pourroit avoir fait à son commerce avec les autres nations de l'Europe par son Traité de commerce avec la France.

Voilà les risques & les dangers aux quels je crois l'Angleterre exposée par son Traité de commerce avec la France, si ce Traité lui est avantageux, soit que sa durée ne fut point interrompue, soit que la France s'en dégagât avant son terme. Il seroit super-

flu

flu de s'arrêter sur les conséquences fatales qu'auroit ce Traité pour l'Angleterre, si dans sa situation présente il lui étoit désavantageux & sur les embarras qu'elle se prépareroit, s'il lui devenoit impossible d'éviter sa ruine sans blesser ses engagements. Car auroit elle la certitude que la France ne chercheroit point à s'en venger & à lui susciter une guerre dans l'état de foiblesse & de désordre, où les pertes d'un commerce défavorable l'auroient nécessairement réduit ?

J'en irai pas plus loin dans mes réflexions & dans mes raisonnemens sur le Traité de commerce entre la France & l'Angleterre ; le peu que je viens de dire à ce sujet m'a paru probable, & j'ai voulu le consigner ici pour voir ce que le tems, qui vérifie tout, en décidera. En général il m'est impossible de ne pas regarder ce Traité comme légèrement réfléchi, comme nécessairement inégal, comme incompatible avec les intérêts de deux nations naturellement rivales & ennemies & par conséquent

R

comme

comme imprudent & menaçant dans ses résultats.

Enfin l'auteur qui m'occupe a cru voir dans le commerce extérieur un dernier avantage que je ne dois pas passer sous silence. Il prétend, que sans le commerce extérieur une nation qui n'occuperait qu'un territoire médiocrement étendu ne pourrait jamais donner à son industrie des encouragemens capables de porter la division & par conséquent la perfection de son travail à un degré considérable. J'ignore ce qu'il faut précisément entendre par une nation qui n'occuperait qu'un territoire médiocrement étendu ; mais si le territoire de l'Angleterre peut être mis dans cette classe, je prendrai encore une fois cette nation pour exemple dans la discussion de l'opinion de l'auteur.

Je suppose la population de l'Angleterre de six millions d'ames & que son territoire deviendrait capable d'en nourrir douze millions,

lions, si toutes les terres incultes étaient cultivées & si toutes les terres cultivées l'étaient sous le même bon système, sous lequel elle en cultive déjà une partie.

Je suppose ensuite la totalité du commerce extérieur de l'Angleterre égale à la sixième partie de la totalité de son commerce intérieur ; ou ce qui est la même chose, que la masse totale des productions naturelles & artificielles de toute espèce, que l'Angleterre exporte annuellement, maintiendrait dans l'étranger un million de consommateurs exactement sur le même pied, qu'elle maintient chez elle un pareil nombre de consommateurs nationaux, proportionnellement pris dans tous les ordres de citoyens.

Je crois la première de ces deux suppositions parfaitement fondée. Quand à la seconde, il est possible que la totalité du commerce extérieur de l'Angleterre soit supérieure, il est possible qu'elle soit inférieure à

la sixieme partie de la totalité de son commerce intérieur; mais comme les preuves suffisantes me manquent pour l'exacte décision de ce point, je partirai d'après la proportion que j'ai adoptée & qu'on doit je pense trouver raisonnable.

De ces suppositions il résulteroit, qu'un sixieme d'augmentation dans la population de l'Angleterre donneroit à son industrie & par conséquent à la division & à la perfection de son travail les mêmes encouragemens, qu'elle pourroit se promettre de son commerce extérieur actuel, s'il étoit doublé; & qu'il lui faudroit un commerce extérieur sept fois aussi grand, que celui qu'elle fait aujourd'hui, pour donner à son industrie & par conséquent à la division & à la perfection de son travail les mêmes encouragemens, qu'opéreroit nécessairement sa population, si elle étoit doublée.

Or comme il est au pouvoir de l'Angleterre

terre de porter graduellement sa population à douze millions d'ames & qu'il n'est pas en son pouvoir de porter son commerce extérieur à sept fois sa grandeur actuelle; il est évident, que c'est dans le commerce intérieur & non dans le commerce extérieur, que l'Angleterre peut avec certitude trouver les grands encouragemens de son industrie & par conséquent de la division & de la perfection de son travail; & que tant que son commerce intérieur sera loin encore des derniers termes de toute augmentation possible, il lui sera toujours infiniment plus facile de créer des consommateurs dans son propre sein, que de s'en procurer dans l'étranger, & par conséquent infiniment plus facile d'opérer le développement de la division & de la perfection de son travail par ses propres consommateurs que par des consommateurs étrangers.

Parmi les nations de l'Europe il n'y en a pas une seule, à laquelle il ne reste une population

pulation proportionnellement au moins aussi grande à créer qu'à l'Angleterre & à laquelle par conséquent le commerce intérieur ne put fournir des moyens plus étendus & plus certains, pour favoriser le développement de la division & de la perfection de son travail, que ne pourroit lui en offrir le commerce extérieur. La petite république de Raguse même auroit intérêt de ne recourir au commerce extérieur, pour le parfait développement de la division de son travail, qu'après avoir porté ce développement par son commerce intérieur à toute l'étendue, que ce commerce auroit été capable de lui donner.

Dans tout ce que j'ai dit des avantages du commerce intérieur dans le développement de l'industrie & par conséquent de la division & de la perfection du travail des nations, j'ai comme de raison toujours excepté la Hollande, qui dans la réalité ne doit point être considérée comme une nation gouvernée sous un système d'agriculture relative,

lative, fondé sur un système de manufactures, puisqu'elle n'a point d'agriculture; & si les nations de l'Europe ne s'étoient jamais écarté des vrais principes de ce système; il y a long-tems qu'il n'y auroit plus ni Hollande ni Hollandois; que la mer auroit pris la place du territoire & les poissons celle des hommes.

La doctrine du développement de la prospérité des nations par leurs seules forces; c'est à dire, par les seuls consommateurs nationaux, est nouvelle en Europe; mais pas sur la Terre, quoique un auteur François *, plus présomptueux que réfléchi dans le cahos de ses déclamations en matière d'Economie politique, ait avancé dans ses Ecrits, qu'il seroit difficile de citer une seule nation, depuis la création du monde, qui se soit étendue ou enrichie d'elle même pendant un

* M. l'Abbé Raynal.

[128]

long intervalle de tranquillité, par les seuls progrès de son industrie, par les seules ressources de sa population.

Plus solidement instruit & bien autrement digne de confiance dans les faits qu'il avance l'auteur Anglois, dont je discute ici la doctrine, est convenu, qu'une nation pouvoit faire les plus grands progrès dans son agriculture & dans ses manufactures sans le secours du commerce extérieur ; & sans remonter jusqu'à la création du monde, ni même jusqu'au déluge il en a trouvé trois exemples. Il est remarquable, dit il, que ni les anciens Egyptiens, ni les anciens Indiens, ni les Chinois n'ont encouragé le commerce extérieur & paroissent tous avoir dérivé leur grande opulence du seul commerce intérieur.

Comment cet auteur a-t-il donc pu devenir un si ardent défenseur du commerce extérieur ? C'est parce qu'il attribue le privilège

[129]

lege particulier, qu'ont eu ces nations de pouvoir se passer du commerce extérieur dans le développement de leur prospérité, aux innombrables communications, que leurs fleuves & leurs rivières leur ont permis d'établir par des canaux dans l'intérieur de leurs territoires.

Mais il n'y a pas une seule nation en Europe qui ne fut en état de se donner les mêmes canaux, les mêmes communications par eau & par conséquent le même privilège. Les données de la nature existent partout ; il n'y a que les miracles de l'industrie qui manquent. Ce n'est pas parce que les nations de l'Europe n'ont pas des communications nombreuses par eau, qu'elles ne peuvent pas développer leur prospérité par le commerce intérieur ; c'est parce qu'elles ne développent pas leur prospérité par le commerce intérieur, qu'elles n'ont pas des communications nombreuses par eau. Car les anciens Egyptiens, les anciens Indiens,

S

les

[130]

les Chinois n'ont pas eu plus de canaux, au moment où ils ont fondé leur Economie politique sur un système de commerce intérieur, que n'en ont les nations de l'Europe. Ce n'est que d'une prospérité continuellement progressive, que les canaux sont venus; & ce n'est que d'un système de commerce intérieur, que pouvoit venir une prospérité continuellement progressive.

Ce n'est pas ici que je me propose de tracer les principes & d'indiquer la marche, que les nations doivent suivre dans le développement de leur prospérité par le commerce intérieur; cet objet important viendra à sa propre place, où je le traiterai à fond avec toute la clarté, qu'il fera en mon pouvoir de lui donner & où je prouverai, qu'une nation peut aussi régulièrement croître de ses seules forces & des plus foibles commencemens élever sa prospérité sous tous les rapports aux derniers termes de toute augmentation possible, que des plus foibles commencemens

[131]

mencemens un Chêne croît & élève sa grandeur aux nues sur les seuls fucs, que lui fournit le terrain où il est semé ou planté.

Le commerce intérieur offre aux nations non seulement le système le plus puissant & le plus imperturbable pour le parfait développement de leur prospérité, mais en même tems le plus conforme aux vues directes de la Providence qui a voulu, que l'espece humaine multipliat sur les différentes portions de la surface de la terre précisément en raison des différens degrés de fertilité, qu'elle leur a donné & des degrés de subsistance, dont elle les a rendu susceptibles avec le secours du travail; & lorsque dans sa multiplication une nation s'écarte de cette proportion, soit en donnant régulièrement à d'autres nations, soit en recevant d'elles régulièrement de la subsistance, elle contrarie & blesse manifestement les intentions du Créateur.

S 2

Une

[132]

Une portion fertile de la surface de la terre doit être peuplée de beaucoup d'hommes, une portion ingrate de peu; les peuples placés sur des territoires fertiles ne doivent jamais céder leur population à des peuples placés sur des territoires ingrats; comme les peuples placés sur des territoires ingrats ne doivent jamais s'approprier la population des peuples placés sur des territoires fertiles; en un mot, tels territoires que les hommes puissent habiter ils ne doivent jamais, ni laisser leur population au dessous, ni la porter au dessus de leur subsistance, soit actuelle soit possible. Voilà la loi de la Providence.

La Pologne nourrit annuellement sur la subsistance de son territoire deux millions de Hollandois. Mais que gagne la population de l'espèce humaine dans ce renversement d'ordre & ne seroit il pas plus naturel, qu'il y eut deux millions d'hommes de plus sur le riche territoire de la Pologne, que de voir

ces

[133]

ces deux millions d'hommes placés dans les marais de la Hollande?

L'Espagne reçoit annuellement des autres nations de la subsistance, que son propre territoire seroit capable de produire & par là se rend aussi coupable envers la Providence, que les nations qui la lui fournissent. Ne seroit ce pas un gain pour la population de l'espèce humaine, que l'indolent peuple qui habite cette belle contrée, & qui sur un territoire aussi fertile ne rougit point de se faire nourrir par d'autres nations, fut placé dans les montagnes de l'Ecosse & que les laborieux habitans de ces montagnes fussent à sa place dans les riches plaines qu'il occupe si inutilement.

La Hollande se fournit chez d'autres nations d'une prodigieuse proportion de subsistance au de là de celle, que son territoire est capable de produire & se donne par ce moyen une population beaucoup plus considérable,

fidérable, que ce territoire ne peut maintenir. Si dans cette dépendance téméraire le surabondant de la population de la Hollande n'a pas été exposé au risque continuel de la famine & de la destruction ; c'est parce que la Hollande n'est qu'une petite nation ; que le soin de son approvisionnement général dans l'étranger est partagé entre une multitude de villes indépendantes les unes des autres & dont chacune n'est chargée de pourvoir qu'à ses seuls besoins ; & sur tout parce que les nations qui la nourrissent ont continué jusqu'à ce moment à ne pas savoir, ou à ne pas vouloir donner à leur subsistance sa vraie destination.

Mais qu'on se représente une grande nation, la France par exemple, hazardant sur une subsistance étrangère le maintien, je ne dis pas d'un multiple de sa population naturelle comme la Hollande, mais de la fraction seulement d'un douzième, & se reposant pour un approvisionnement aussi séri-

eux sur les soins & la suprême direction d'un seul homme. A quelles difficultés, à quelles négligences, à quelles malversations, en un mot, à quelles calamités ne resteroit elle pas continuellement exposée par les seuls vices de son administration intérieure & sans compter les accidens, dont elle seroit sans cesse menacée dans le dehors.

Les nations de l'Europe ne peuvent avoir de la subsistance à se céder ou à se demander les unes aux autres, que parce que dans le premier cas elles ne savent pas la tourner elles mêmes en population & que dans le second elles ne savent pas la tirer de leurs propres territoires ; & elles n'éprouvent l'un & l'autre de ces malheurs, que parce qu'elles ne cherchent le développement de leur population & de leur agriculture, que dans les forces bornées, incertaines & irrégulières du commerce extérieur, au lieu de les chercher dans les forces illimitées, certaines & régulières du commerce intérieur. Voilà l'unique

[136]

nique raison, pourquoi il arrive aux unes d'avoir trop & aux autres d'avoir trop peu de subsistance.

Ce sont les manufactures & non la subsistance, que la Providence a designé aux nations pour le commerce extérieur; c'est dans cette vue qu'elle a enrichi la terre d'une si prodigieuse variété de matieres premières & qu'elle a rendu chaque nation capable, même dans son plus haut degré de population, d'en tirer de son territoire plus que sa consommation ne pourroit absorber; tandis qu'elle n'a donné trop de subsistance à aucune, puisqu'il n'y en a aucune qui n'ait le pouvoir de multiplier ses hommes jusqu'à la dernière portion de nourriture, que son territoire est capable de fournir.

Or quel est le moment le plus naturel, où les nations doivent commencer à se faire part les unes aux autres de leur manufactures? n'est ce pas celui où elles seroient
en

[137]

en état de se les présenter dans le plus haut degré de perfection & par conséquent au plus bas prix possible, c'est à dire, celui où le plus grand commerce intérieur auroit opéré dans chacune la plus grande population, la plus grande division & la plus grande perfection dans le travail? & n'est il pas absurde de voir les nations de l'Europe s'offrir leurs manufactures pour la plupart dans un état encore informe & pour ainsi dire mendier les unes des autres les encouragemens nécessaires pour les porter à la perfection, tandis que toutes tiennent ces encouragemens d'une maniere illimitée dans leurs propres mains?

Faut il donc que les nations de l'Europe s'abstiennent de tout commerce extérieur? je n'hésiterois certainement pas à le prononcer, si ces nations pouvoient se jurer & se tenir une paix perpétuelle. Mais comme ce bonheur ne fera probablement jamais leur partage & que le tems montrera malheureusement

T

reusement des guerres dans l'avenir, comme il en a montré dans le passé ; cette situation des nations de l'Europe les autorise & les oblige même de vouer une proportion raisonnable de leurs capitaux au commerce extérieur. Car si ce commerce est un mal pour l'industrie nationale en tems de paix, par la nécessité où il la réduit de partager la jouissance de ses capitaux avec l'industrie étrangère ; en tems de guerre il peut la fau-
ver d'un mal plus grand encore, de la perte absolue de ses capitaux, par les moyens qu'il peut procurer aux nations de faire face aux dépenses de la guerre hors de leurs territoires sur les produits des balances favorables, au lieu d'exporter pour cet effet leur propre richesse nominale. C'est dans cette seule vue, que les nations de l'Europe doivent se permettre le commerce extérieur & jamais dans la fausse vue de vouloir développer par lui leur prospérité.